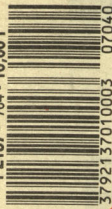


monde

hebdo

Libertaire

T 2137 - 704 - 10,00 F



INTERVIEW DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU S.T.C.

PAGES 6 ET 7 : CORSE...

FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°704 JEUDI 21 AVRIL 1988 10,00 F



PRESIDENTIELLES

**ANS
D'ATTENTE**

POUR ALLER OU ?



C'EST CHAQUE JOUR QU'IL FAUT

AGIR

F.P. 2520

communiqués éditions

• **SAINT-NAZAIRE**
Le groupe de Saint-Nazaire de la Fédération organise un meeting anti-électoral « Agir au lieu d'élire », le mercredi 4 mai à 20 h 30 à la maison du peuple, salle B, Place Allende.

Cours sur l'anarchisme

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation, les mardis à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Abbesses).

- Le 19 avril : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » Ses idées forces, sa spécificité.
- Le 26 avril : « Le mouvement anarchiste en France ». Ses origines, ses développements, la situation actuelle.
- Le 3 mai : « Fondements économiques d'une société égalitaire ». La lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges.
- Le 10 mai : « Le fédéralisme ». Une autre manière de s'organiser dans la liberté.
- Le 17 mai : « La question de l'Etat ». Conceptions anarchistes et conceptions marxistes.
- Le 24 mai : « L'anarchisme et le monde du travail ». Méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 31 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires ». L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 7 juin : « Comment lutter et comment s'organiser aujourd'hui ? »

« BROCHURE »

La République des conseils de Bavière est un épisode méconnu de l'histoire révolutionnaire. Pourtant des anarchistes tels que Mühsam et Landauer y participèrent en lui donnant un caractère original. Cette brochure est la première synthèse en français sur les conseils de Bavière (de leur formation à la répression contre-révolutionnaire) et jette un éclairage différent sur la révolution allemande, trop souvent limitée à l'action des spartakistes. Disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.



Partage Noir

« CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le n° 48 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre-courants », La Lachère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Le prix est de 2 francs le numéro, et l'abonnement est à 50 francs par an.



éditions

AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

PRESIDENTIELLES :



(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS. ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.

ELUS. ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L'URNE CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS



AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste
145, rue Amelot 75011 PARIS

« AUTOCOLLANTS »

Pour appeler à la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, deux autocollants ont été édités et sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (prix libre).



« VOLONTÉ ANARCHISTE »

« Une langue pour tous l'Espéranto » est la dernière parution de la collection Volonté anarchiste. De la création de cette langue par le docteur Zamenhof à la présence de Radio-Espéranto sur la fréquence 89.4 MHz, une centaine d'années se sont écoulées. Le groupe Fresnes-Antony a tenu à célébrer cet événement en publiant la traduction d'un texte, revu et augmenté, d'Eduardo Vivanco. Ce texte qui sert de référence pour sa documentation historique, met en relief l'évolution du mouvement espérantiste et l'intervention des libertaires en son sein. Et pour tous ceux qui souhaitent débiter en espéranto ou se perfectionner, ce trentième numéro de Volonté anarchiste est bilingue. En soixante pages et pour le prix de 20 F, tout connaître (ou presque) sur l'espéranto, cela ne se refuse pas. Bien évidemment, le meilleur soutien pour notre collection est l'abonnement, 150 F pour 8 numéros (200 F de soutien). Et c'est encore une bonne affaire, vu la prochaine augmentation de nos tarifs, inchangés depuis quatre ans. Versement à l'ordre de A.S.H., 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (C.C.P. : 21600 42 C, centre Paris).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

communiqués

ANNECY

Un individuel d'Anancy vous informe qu'une liaison est en formation dans cette ville. Il invite toutes les personnes intéressées à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations intérieures.

THONVILLE

« Le chardon noir », symbole d'une Lorraine de lutte. Un groupe de la Fédération anarchiste est en formation sur la région de Thionville (à l'ombre des tours de Cattenobyl). Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

SCHERWILLER

Le groupe Luis-Bunuel de la Fédération anarchiste vient de se former à Scherwiller. Il invite les sympathisants anarchistes de la région de Sélestat et de Colmar peuvent entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations intérieures.

SAINT-DIÉ

Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Saint-Dié, les anarchistes désirant prendre contact avec cette liaison peuvent écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) qui transmettront.

ANGERS

Le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers organise une soirée-débat sur le thème : « Quelles luttes dans l'entreprise aujourd'hui ? ». Projection du film-vidéo par le groupe d'Angers sur l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France, mardi 26 avril à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, Angers.

CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2^e mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

BRIANÇON

Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Briançon, les anarchistes de la région désirant prendre contact avec la liaison peuvent écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront. La liaison de Briançon vend le « Monde libertaire » tous les samedis après-midi : de 15 h à 16 h, à la place de l'Europe, et de 16 h à 17 h, à la gare de Briançon.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : L'abstention. Pour un 1^{er} Mai unitaire, Editorial — PAGE 4, Luites : Contre Le Pen à Toulouse, R.A.T.P., Le patronat bordelais, S.N.E.C.M.A., Interdiction professionnelle, Communiqué — PAGE 5, Société : Tchernobyl, deux ans après — PAGES 6 ET 7, Social : Interview de Bernard Trojani, à propos du Syndicat des travailleurs corses — PAGE 8, Dans le monde : Guatemala, Histoire d'armes — PAGE 9, Informations internationales : Grande-Bretagne et décadence ? — PAGE 10, Arguments : Terrorisme et révolution — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Polar, Disques, Note de lecture, Spectacles — PAGE 12, Dossier : Soixante-huitard... comme taillard.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

1^{er} MAI 1988

Pour une riposte unitaire

NE nous étonnons pas trop que les 1^{er} Mai récents soient mornes. Le 1^{er} Mai n'est pas une commémoration, il est une « *journalière libre, autonome et révolutionnaire de lutte de classes* » (1) et s'il est devenu une fête il s'agit de la célébration de la lutte et de l'expression de la volonté des travailleurs de faire bouger le monde. Lorsqu'elle n'est plus ardente et revendicative, elle se transforme en une démonstration de force des organisations syndicales ; quand les effectifs des syndicats s'amenuisent, les cortèges s'attristent et sont à l'image de la vie que la société offre à ceux qui doivent vivre de leur travail.

A ces moments-là, les militants et les noyaux des organisations doivent maintenir les principes, servir de relais entre le passé et l'avenir afin que, lorsque le refus et la contestation s'enlagent de nouveau dans les entreprises et les faubourgs, ce qui va renaître s'empare des leviers d'action et des symboles du mouvement ouvrier.

Le 1^{er} Mai 1988

Le 1^{er} Mai de 1988 n'aurait rien eu de particulier pour le singulier de ceux des années précédentes : division, dévoiement... si l'extrême droite n'avait annoncé par voie de presse qu'elle envisageait, elle aussi, d'organiser un cortège le jour de la fête des travailleurs.

Indignation dans les locaux syndicaux, indignation et propositions de riposte qui peuvent nous permettre d'amorcer une réflexion et de lancer des débats partout où nous militons.

L'extrême droite française actuelle chassait jusqu'à maintenant sur les terres de la droite : elle réclamait encore plus de libertés économiques, s'appuyait sur les valeurs dites traditionalistes — patrie, famille — et comportait un fort contingent de chrétiens intégristes qui proclamaient à la suite de Charles Maurras que Dieu et la Patrie sont les éléments constitutifs de la contre-révolution. L'expression de son racisme et de

sa xénophobie relevait plus de l'esprit de clocher exacerbé que de la théorisation d'un principe — cette xénophobie est d'ailleurs son moyen de pénétration des couches populaires le plus efficace, par l'illusoire moyen de résorber une partie du chômage qu'elle prétend contenir.

L'initiative pour tenter de s'insérer dans la symbolique ouvrière doit être perçue comme un pas vers la fascisation effective de l'extrême droite, c'est-à-dire comme une inflexion de son activité politique qui devrait mener la réaction française traditionnelle — clérical, rouspéteuse, pontificale — à se transformer en un mouvement plus populaire, en exploitant les revendications d'une partie des couches sociales les plus maltraitées de nos concitoyens.

Bien sûr, le parti socialiste national des travailleurs allemands — les mots de la dénomination ont toute leur importance : *socialiste* signifie changer la société par une révolution ; *national* et *allemand* affirment une spécificité ethnique et condamne l'internationalisme ; *travailleurs* proclame une volonté de s'implanter dans la classe ouvrière — ainsi que le parti républicain socialiste fasciste appartiennent au passé, et il est peu probable que les formes prises par la réaction populiste s'identifient complètement aux spectres sanglants des sections d'assaut et des *fascii*. Mais la démarche actuelle est la même, qui consiste à s'implanter parmi les travailleurs et à donner à la réaction, à la contre-révolution pour parler précisément puisque ses suppôts veulent détruire les pensées et les réalisations révolutionnaires jusques et y compris la philosophie des Lumières et la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, à modifier ce magma d'ambitions et de frustrations une apparence sociale, en copiant le mouvement ouvrier dans ses structures comme dans ses formes d'action. Le jeune ouvrier membre du N.S.D.A.P. (2) de la fin des années trente pensait sans doute améliorer ses conditions de vie et celles de sa famille ainsi qu'augmenter l'influence de la

classe ouvrière dans la nouvelle Allemagne — le parti faisait tout pour qu'il le crût et dès le 1^{er} mai 1933, déclaré jour de fête par décret du chancelier Adolph Hitler, les nazis défilèrent dans toutes les villes du Reich, et en particulier à Berlin, sous les *drapeaux rouges* à croix gammée, manifestation organisée par leurs *cellules d'entreprise* et leur *syndicat, l'Arbeit Front*.

Riposter

La riposte est simple à formuler, elle consiste à supprimer les causes des maux sur lesquels veut s'accrocher la bête immonde et, dans les années trente, une partie importante du mouvement ouvrier soutenant que l'alternative était

fascisme ou révolution. Nos anciens nous laissèrent également une arme antifasciste : l'unité, l'unité de toutes celles, de tous ceux qui se réclament du socialisme et du mouvement ouvrier.

Ce sera un combat de longue haleine, et il importe de le commencer dès maintenant. Nous devons donc appuyer sans réserve l'initiative prise par une centaine de militants syndicalistes de réclamer dès cette année un 1^{er} Mai unitaire, un 1^{er} Mai authentique.

« *Le Pen veut organiser une manifestation le 1^{er} Mai. C'est une provocation ! Le Pen cherche à utiliser la journée internationale des travailleurs et des travailleuses,*

pour servir de tremplin à ses idées racistes, fascistes et contre les libertés.

« *Or, le 1^{er} Mai appartient aux travailleurs et travailleuses, c'est un de leurs moyens d'exprimer et de manifester :*

- *la défense de leurs revendications, des libertés, des valeurs d'égalité et de justice ;*
- *le refus de l'exclusion ;*
- *leur solidarité internationale.*

« *Tous les travailleurs et tous les syndicats, quelles que soient leurs divergences, doivent s'unir dans une grande manifestation, tout le mouvement ouvrier et démocratique doit y être associé.*

« *Pour notre part, nous sommes prêts à tout mettre en œuvre pour que se réalise cette manifestation unitaire antifasciste le 1^{er} Mai.* » (3)

J. TOUBLET

(1) L'histoire du 1^{er} Mai, Maurice Dommanget.

(2) Sigle du parti nazi.

(3) Adressez vos signatures à Pierre Rusty, 45, rue de Choisy, 94100 Vitry.



La Fédération anarchiste appelle à manifester le 1^{er} Mai, à 10 h, place de la Bastille. AGIR AU LIEU D'ELIRE !

ABSTENTION

Un droit, un devoir

LE temps est venu pour les demi-dieux de la politique de descendre de leur panthéon pour nous apporter leurs lumières, la chaleur de leurs poignées de main et leurs promesses de jours meilleurs. S'ils s'adressent à toutes les catégories de population, l'une fait l'objet d'attentions particulières : celle des jeunes qui s'excluent de plus en plus souvent de la vie politique et « oublient » de se rendre aux urnes le moment venu... Et l'on a vu s'épanouir les associations incitant les jeunes français de souche ou immigrés de la seconde génération, à s'inscrire sur les listes d'électeurs, ou encore réclamant un certain « droit de vote » pour les immigrés ; sur les écrans de télévision fleurit le slogan bien connu : « voter est un droit, c'est aussi un devoir » ; et tous les responsables politiques d'entonner en chœur : « Votez, votez pour qui vous voudrez, mais votez ! ». Certains pays voisins de la France, et par ailleurs très démocratiques, ont résolu le problème en infligeant une amende aux abstentionnistes...

Il y a là de quoi étonner : comment ! Ces spécialistes de la dissimulation, du double langage, des promesses non tenues, des dessous de tables, des secrets d'Etat ; ces hommes qui n'hésitent pas à envoyer leurs pelotons voltigeurs motocyclistes ou leurs plongeurs d'élite contre ceux qui s'opposent à leurs projets ; ces hommes enfin dont on peut supposer qu'ils préféreraient que « l'opinion publique » se désintéresse de la vie publique et les laisse libres de diriger le pays à leur gré... Voilà que ces hommes viennent nous demander humblement et avec ferveur de ne pas délaisser la république, de nous prononcer sur notre avenir ?

Le vote : expression d'une soumission

Mais, pour un peu qu'on y réfléchisse, le mystère tombe vite : le vote n'est-il pas en effet la seule légitimation possible de l'existence

de cette catégorie d'hommes de basse moralité (« *Ceux qui ont une grandeur en eux ne font pas de politique* », disait Camus) que ? Oh oui ! Sans une large participation de la population aux cérémonies électorales, l'existence de cette caste que constituent les dirigeants et permanents de partis politiques, les ministres, sénateurs et députés devient aléatoire... Car les périodes électorales constituent des moments privilégiés durant lesquels le citoyen réaffirme sa soumission à la caste dirigeante, son acceptation de la situation présente. La possibilité d'influer sur le cours des événements n'est que le phantasme qui permet sa participation aux élections.

Tout parti politique, même sincèrement convaincu de la nécessité de réformes profondes, devra, pour accéder au pouvoir, composer avec tant d'intérêts divergents, briguer des voix dans tant de directions différentes que ses projets de gouvernement ne se résoudront qu'à de vagues professions de foi, des promesses sans envergures. Et une fois parvenu au pouvoir, il devra souvent reculer devant une opposition virulente, alors que ses électeurs croisent les bras et attendent du nouveau gouvernement qu'il fasse ses preuves.

Les cas sont nombreux dans l'histoire de ces partis dits révolutionnaires qui ont perdu leur âme en se frottant au suffrage universel : ainsi le Parti radical du début du siècle est devenu le parti conservateur que l'on sait ; il y a plus d'un pas entre le socialisme de Jaurès et celui du Parti socialiste actuel, qui pourtant s'en réclame et cohabite avec la droite la plus conservatrice. Les partis qui refusent tout compromis sont condamnés à rester minoritaires et à s'incliner devant les partis majoritaires. Car c'est bien là que réside la fonction essentielle du vote : il s'agit de soumettre toute opposition à la raison de la majorité, considérée comme étant toujours la meilleure... Majorité bien

souvent factice puisque composée de gens dont l'opportunisme tient lieu de culture politique, et qui se contentent d'exécuter docilement leur devoir civique un jour tous les cinq ou sept ans.

L'abstention : un droit, un devoir !

Les hommes qui dirigent le monde l'ont d'ailleurs si bien compris que les Etats-Unis qui jusqu'à il y a peu, soutenaient sans trop s'en cacher les dictatures d'Amérique Latine ou des Philippines, se font maintenant les chantres de l'organisation d'élections libres dans ces pays, afin de mettre en place des gouvernements démocratiques très modérés, qui pardonnent beaucoup aux anciens dictateurs, et ne changent rien à la misère et à l'injustice sociale. De telles élections libres ne servent donc qu'à protéger les intérêts du capitalisme américain en évitant toute dérive du type nicaraguayen.

Car les seuls changements en profondeur dans les sociétés ont lieu lorsque les hommes et les femmes montrent leur détermination à faire évoluer les choses, par leurs luttes et par leurs actes... Quitte à ce que l'histoire officielle mette ensuite ces réformes au compte du gouvernement d'alors : l'épisode du front populaire en France en donne un exemple convaincant.

Ceux dont la volonté est de s'attaquer aux racines mêmes de l'injustice, de l'oppression, de l'intolérance et du racisme, savent que les sociétés n'évoluent pas par décrets, mais par l'action déterminée et quotidienne des individus sur leur environnement. Ceux-là ne peuvent considérer le vote comme un droit, mais bien comme un leurre. Ils auront donc pour premier réflexe l'abstention, afin d'affirmer leur défiance à l'égard de la caste politicienne. Car l'abstention est un droit, c'est aussi le premier devoir de l'homme révolté par l'hypocrisie politicienne.

P. PETIT

Editorial

TOUS les coups sont permis : les affiches anonymes, les sondages bidons, les promesses intenable... La télévision agit comme un entonnoir pour le gavage des électeurs, les pauvres bêtes ! Que ne leur avait-on pas fait avaler ? L'âge de Tonton, la couleur des cheveux de Jean-Marie, l'enterrement unanime et autoproclamé du meilleur économiste, etc.

Oui, tous les coups sont permis... et le coût sera remboursé par l'Etat, la belle affaire ! Des centaines de millions ont d'ores et déjà été prévus. On ne sollicite pas seulement l'électeur, le contribuable aussi...

Malgré toute l'intoxication publicitaire, malgré tous les mensonges, il ne faudra pas — le jour des élections en particulier — oublier la réalité. Il faut au contraire la garder bien présente à l'esprit... Qui a rasé gratis ces dernières années ? On connaît bien la réponse : on a pu juger sur pièces. On a vu se succéder la droite, la gauche, et puis les deux ensembles ! Qu'a-t-on besoin de plus pour formuler un jugement ?

Un exemple : la gauche a inventé les T.U.C., la droite les a alors dénoncés car ils truquaient les chiffres du chômage... Qu'a-t-elle fait depuis ? Elle a tout simplement poursuivi le travail entrepris par la gauche. D'autres exemples ? La politique à l'égard des immigrés a elle aussi montré un fort consensus entre socialistes et libéraux. Alors ?

Quelles différences entre les principaux candidats sur les questions essentielles ? On les connaît par expérience : baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs, politique impérialiste, ventes d'armes malgré de grands discours pacifistes mais toujours l'emprisonnement des insoumis... par exemple.

Et les petits candidats ? Tous ceux qui parlent vrai, qui tiennent un discours différent et ne font pas de politique... A l'évidence, ils sont en plein dedans : ils manipulent eux aussi la langue de bois qui élimine tout espoir, tous ont derrière eux une trentaine d'années de sectarisme dans leurs organisations et/ou un programme aussi flou que racoleur. Comment leur faire confiance ? Exprimons plutôt notre opposition à ce système : abstention !

S.N.E.C.M.A.

La lutte continue !

Le général Capillon, directeur de la S.N.E.C.M.A. (4^e constructeur mondial de moteurs d'avions) perdra-t-il la bataille des salaires ? En effet, depuis le 23 mars, les trois principales usines de la S.N.E.C.M.A., Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne) sont en grève reconductible.

Cela représente 13 000 salariés pour la seule S.N.E.C.M.A. en région parisienne et près de 25 000 salariés pour l'ensemble du groupe et ses filiales.

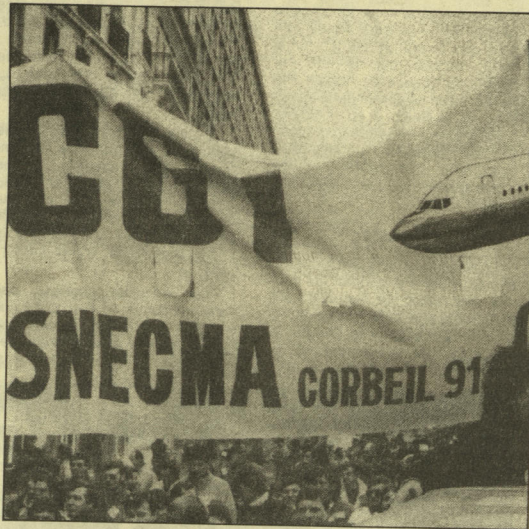
Commencée à Gennevilliers (centre de fabrication des pièces), la grève s'est étendue rapidement aux autres établissements. Revendication principale : 1 500 francs mensuel et d'augmentation pour tous.

Organisés, ici en intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. et non-syndiqués, ailleurs comme à Villaroche et Corbeil en comités de grève élus en assemblées générales souveraines, les grévistes sont bien décidés à faire payer la direction ! Huit années de rigueurs salariales cela suffit.

La grève est totale, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec occupation des locaux à Gennevilliers, Villaroche et Corbeil. A Bois-Colombes (Hispano-Suiza), les salariés organisent des débrayages quotidiens. Ailleurs, ce sont pétitions, assemblées générales, grèves tournantes. Le mouvement cherche à s'étendre et différentes initiatives ont été prises à Dassault Saint-Cloud, Air Inter Orly, voire Citroën-Aulnay...

De son côté, la direction s'est retranchée derrière de maigres propositions salariales 2,1% d'augmentation générale, 1,7% d'augmentation individuelle plus une prime exceptionnelle de 1 450 F. On est loin des 1 500 F mensuels uniformes pour tous !

Face à l'intransigeance des grévistes, la direction n'a pas hésité à faire appel aux juges comme cela devient une habitude chez les patrons ! Elle a assigné en référé des délégués C.G.T. et C.F.D.T.



pour « filtrage d'entrées » et occupation des locaux, et demandé l'expulsion des grévistes. Le tribunal de Nanterre a préféré lui nommer un médiateur, J.-P. Mignot, estimant : « pour une bonne administration de la justice d'avoir recours à une mesure de médiation ». Ce qui démontre bien le rapport de force en faveur des salariés. Le contraire aurait sans nul doute entraîné une mesure plus expéditive du style évacuez les locaux !

C'est une première victoire pour les personnels après les diverses manifestations de rues organisées par les Comités de grève et les organisations syndicales. Cette décision de justice leur fait gagner du temps. Le médiateur devant rendre son rapport pour le 29 avril.

Réunis vendredi 15 avril en coordination inter-S.N.E.C.M.A. à la Bourse du travail de Paris les délégués ont pu alors proposer un temps

fort pour la semaine suivante. Mardi 19 avril, avec les personnels d'Air Inter, en grève de soutien, ils votèrent également pour la proposition C.G.T. d'un rassemblement, le même jour, devant la direction générale de la S.N.E.C.M.A.

Leur souhait d'étendre la lutte semble entendu puisque chez Thomson, à Sartrouville et Renault ; à Lardy, des jeunes salariés ont débrayé, revendiquant également 1 500 F de rallonge ! Comme quoi, ce n'est qu'un début, la lutte continue.

ALAIN (« Chronique syndicale »)

Cet article a été écrit d'après des informations fournies par Jean-Marie et Michel du comité de grève de Villaroche.

Un contact pour la solidarité : Comité de grève S.N.E.C.M.A. - Villaroche, 77350 Moissy-Cramayel (tél. : 60.66.76.79).

ÉDUCATION NATIONALE

Interdiction professionnelle

INUTILE de traverser le Rhin pour trouver des interdictions professionnelles. Le Monde libertaire du 24 septembre 1987 indiquait qu'après Bernard Jaudon, l'Éducation nationale avait suivi les militaires en renvoyant Bernard Desroches, enseignant, de son collège. Objecteur insoumis, il a été condamné le 2 octobre 1986, à Rennes, en compagnie de cinq autres

objecteurs, à six mois de prison ferme et au retrait du statut d'objecteur.

Le 28 octobre 1987, la cour d'appel de Rennes a annulé ce jugement, en déclarant la première instance incompétente. L'affaire est renvoyée devant le tribunal correctionnel. Parallèlement, et avant le jugement en appel, les gendarmes avaient obtenu le renvoi de Ber-

trand Desroches de son collège au motif qu'il était insoumis. Comme toujours, l'État ne respecte pas les lois qu'elle est censée protéger.

Poussant plus loin sa complaisance vis-à-vis des militaires, le rectorat d'Ille-et-Vilaine a aussi annulé deux concours que Bertrand Desroches venait de passer pour être titularisé. Deux recours ont été introduits devant le tribunal administratif de Rennes, qui les a rejetés en novembre 1987 pour une soi-disante fausse inscription à ces concours. L'affaire est maintenant devant le Conseil d'État.

A la rentrée 1987, se retrouvant sans travail, Bertrand Desroches a donc établi un dossier pour les allocations chômage. Mais c'est le rectorat qui gère ce type de demande. Outre le délai de deux à trois mois avant de percevoir les allocations, le rectorat refuse depuis la fin de l'année 1987 de verser les allocations ! Enfin, la direction du travail et de l'emploi envisage même de le rayer des listes de l'A.N.P.E.

L'armée fait maintenant dans le social : grâce à ses efforts un poste d'enseignant a été dégagé et un chômeur rayé des statistiques. Cette nouvelle interdiction professionnelle est à mettre en parallèle avec le prêt de professeurs à l'Éducation nationale... par l'armée.

Serge GHOOST

BORDEAUX

Répression

TOUT le monde est au courant de la procédure de licenciement engagée contre le militant de notre groupe, Fernando Broncha, par Chanban-Delams qui le « remercie » à cause de ses opinions politiques et de ses activités syndicales (voir Monde libertaire n° 697). Eh bien, sur les bords de la Garonne, on croit rêver... Ou plutôt, on fait des chauchemars. Depuis janvier 1988, on assiste à une véritable avalanche de sanctions, voire d'exactions à l'encontre de militants syndicaux. Qu'on en juge.

- A la C.G.F.T.E. (bus), un militant C.G.T. est licencié pendant un arrêt maladie.
- A Conforama, un délégué syndical est licencié parce qu'il s'est défendu lors d'un tabassage sur sa personne par les hommes de main de la direction.

- A la mairie d'Arcachon, deux militants C.G.T. sont licenciés parce qu'ils étaient syndiqués sans être titulaires, et qu'ils ont osé militer.

- A la mairie de Bordeaux, un militant syndical est passé en conseil de discipline parce qu'il a refusé de monter sur un échafaudage hors norme et qu'il a osé tenir tête au contremaître.

- A la préfecture, une déléguée C.G.T. est sanctionnée parce qu'elle assistait à une réunion syndicale (oui ! c'est pas croyable !).

- A la C.E.R.P. de Bordeaux (chimie-Valda, Pulmoi, produits de beauté), quatre procédures de licenciement, dont deux à l'encontre de délégué du personnel, sont engagées pour vol (les flics prévenus par

le patron attendaient à la porte de l'usine). Il y a 190 salariés, et la fouille tombe sur ces quatre militantes qui ont été emmenées au commissariat où elles ont été interrogées, fouillées et déshabillées. Il n'y a aucune preuve sérieuse contre elles, malgré le zèle de la police.

- Un cuisinier de la C.R.A.M.A., employé à mi-temps (2 500 F) a été licencié pour avoir pris des restes pour ses enfants.

- Une employée des Nouvelles Galeries a été licenciée pour avoir mangé une tablette de chocolat.

Nous vous passerons les tirades sur les patrons qui attaquent les militants pour les empêcher de se battre et pour faire peur aux travailleurs, nous vous passerons aussi les couplets sur les attaques qui deviennent systématiques à l'encontre des syndicalistes actifs. Nous constatons simplement un fait : le patronat, soutenu par l'État et sa politique antisociale, ne se « sent » plus, et il est désormais prêt à outrepasser la loi, à utiliser des hommes de main et tout cela au grand jour.

Pour prendre un autre exemple, au C.C.A.S., l'une des secrétaires du syndicat où militait Fernando a été sésquestrée par les nerfs de la direction (militants F.O. et collègues d'affiches du F.N.) afin d'empêcher une réunion et faire pression sur elle au moment où le syndicat hausse le ton contre le licenciement en cours.

Les travailleurs sont en état de légitime défense, et l'idée qu'il faut rendre coup pour coup commence à faire son chemin.

Gr. Durruti

TOULOUSE

Manifestation contre Le Pen

PLUSIEURS centaines de personnes ont manifesté lundi 11 avril pour protester contre la venue de J.-M. Le Pen à Toulouse. Les partis de gauche étaient singulièrement absents, sans doute pour cause d'élections, mis à part le P.C.F. qui manifestait dans son coin pour ne pas se mêler aux « incontrôlés ».

A la fin du défilé, bon nombre de manifestants enflamèrent quelques pneus sur la chaussée afin de barrer la route à l'extrémiste de droite aux cheveux blond platine.

La dispersion fut l'occasion pour la police de se défouler : les matraqueurs ont littéralement quadrillé le centre-ville. Les plus sportifs, et ils sont nombreux, descendant de leurs camions pour

tabasser tout ce qui bougeait. Une dizaine de personnes ont été interpellées et amenées au rempart Saint-Etienne (commissariat central). Philippe, militant de notre groupe a été tabassé dans la rue puis embarqué les menottes bien serrées autour de ses poignets, dont un était brisé.

Ce n'est que vers deux heures du matin que les flics l'ont exporté jusqu'à l'hôpital où il devait être opéré le lendemain. Bref, les flics s'en sont donné à cœur joie en nous donnant encore une fois la preuve que la police est toujours plus prompte à réprimer les manifestants qu'à s'occuper de la circulation.

Gr. Albert-Camus (Toulouse)

Violences policières à la R.A.T.P.

Le 14 avril, au dépôt d'autobus de Nanterre, la direction a franchi un nouveau pas dans les méthodes utilisées pour imposer coûte que coûte les restructurations visant essentiellement à augmenter la productivité et la rentabilité, sans se soucier des conséquences sur les conditions de travail du personnel et les conditions de transport des usagers. Après les menaces, sanctions, brimades et autres, voici venu le temps de la répression policière. Ce 14 avril, un machiniste de la R.A.T.P. à qui la direction reprochait douze retards en trois ans s'est vu signifier son licenciement. Une forte délégation du personnel de la R.A.T.P. s'est rendue auprès du chef de dépôt afin de protester contre ce licenciement et exiger la réouverture du dossier. Alors que, depuis 16 h, des contacts étaient pris entre le chef de dépôt et la direction générale, celle-ci a pris la responsabilité de faire intervenir les forces de l'ordre. Celles-ci sont intervenues avec une violence inouïe, blessant des militants syndicaux, dont quatre ont dû être conduits à l'hôpital. Des débrayages ont été organisés le 15 avril pour protester contre la répression policière et contre les licenciements dans tous les dépôts, avec une manif devant la préfecture des Hauts-de-Seine. A la R.A.T.P., ce n'est plus la carotte et le bâton, c'est le bâton et les points de sutures.

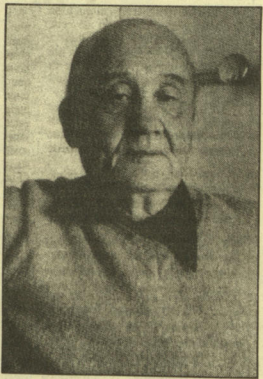
Jean-Pierre (Gr. « la Cécilia »)

Communiqué

Daniel Guérin, membre de l'Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.), est décédé dans la nuit du 13 au 14 avril à Suresnes, à l'âge de 83 ans. Historien et écrivain révolutionnaire, théoricien libertaire, militant anticolonialiste, Daniel Guérin fut tout cela et a participé aux luttes sociales depuis les années 30.

Le Monde libertaire lui consacrer dans son prochain numéro une page, dressant le bilan de sa pensée et de son action. Par ailleurs, l'U.T.C.L. organise, samedi 23 avril à 15 h, au Mur des fédérés (cimetière du Père-Lachaise), un rassemblement à la mémoire de ce militant.

La rédaction



NUCLÉAIRE

Tchernobyl : deux ans après

A l'occasion du deuxième anniversaire de l'accident de Tchernobyl, il nous a semblé intéressant de faire le point sur l'information et le nucléaire.

Le comité de rédaction

A PRÈS Windscale (Grande-Bretagne), Three Miles Island (Etats-Unis) et Tchernobyl (U.R.S.S.), où ? Pays le plus nucléarisé par tête de pipe, que la surabondance d'énergie d'origine nucléaire oblige à vendre à perte à ses voisins, la France sera-t-elle l'heureuse élue ?

La probabilité de l'accident est loin d'être nulle. Tchernobyl était ce qu'on appelle un accident « majeur », cette définition étant faite en fonction du problème technique proprement dit, et non pas des conséquences qui auraient pu être bien plus graves.

En réalité la question n'est pas celle de l'accident majeur, elle aurait pu et elle doit encore être celle d'une réflexion et d'une restructuration de nos fournitures d'énergie, de nos comportements face aux problèmes énergétiques en général et à la Terre, que nous sommes tranquillement en train d'épuiser. La question pourrait être, également, celle de l'information et de la protection des populations au quotidien face aux dangers de la radioactivité.

Nos centrales

En France bien sûr, un accident n'est pas possible ! Après Tchernobyl, l'A.I.E.A. (1), composée de nucléocrates internationaux, s'est réunie pour recueillir les informations, que les Russes avaient décidées de prodiguer. Il n'était bien entendu pas question pour l'Ouest de reconnaître un quelconque danger de l'industrie nucléaire. D'où de sordides tractations, permettant une présentation « adaptée » de l'accident, lors de réunions interdites au public et à la presse : « *Tout d'abord notre technologie est très différente de celle de l'Est, ensuite elle est bien plus performante et sécuritaire !* » Moins de 5 mois ont suffi pour arriver à deux conventions : l'une exigeant des Etats qu'ils signalent les accidents susceptibles d'avoir des effets internationaux, l'autre fixant les règles de base de l'assistance aux pays victimes d'un accident nucléaire.

Un record pour un débat aussi délicat ! En pratique cela pourrait permettre, en cas de lâcher d'aérosol radioactif, accidentel ou non, de prévenir les agences officielles des pays sur son chemin, afin qu'elles

ne s'en inquiètent pas, et surtout qu'elles n'alertent pas « inutilement » les populations. Comme ça a été le cas en Suède lorsque, le 28 avril 1986, à la centrale de Forsmark, le taux anormal de radioactivité a fait paniquer et alerter tout le monde, les responsables cherchant quelle partie de leur centrale pouvait bien fuir...

Evidemment l'existence de laboratoires indépendants rend partiellement caduque cette possibilité. Et l'on comprend mieux la bataille acharnée du S.C.P.R.I. (2) contre la C.R.I.I.-R.A.D. (3).

Quels risques pour la santé ?

Sujet fort controversé, les études officiellement prises en compte se réfèrent essentiellement aux effets des explosions d'Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, sur les survivants, qu'on peut supposer de santé plus résistante que la moyenne.

Les limites sont fixées par la C.E.E., mais du fait que l'on ne peut considérer ces doses que comme des valeurs de risque acceptées, encore faudrait-il leur faire correspondre un type d'alimentation suivant l'âge, la vie professionnelle et les habitudes alimentaires familiales ou régionales.

Le S.C.P.R.I., dont le directeur, le professeur Pellerin, s'est fait le roi de la rétention d'information, lié juridiquement au ministère de la Santé, a établi un menu type, disponible sur le minitel (36 15 MAGNUC), avec d'autres informations, qui ne correspond évidemment pas, et de loin, à celui de tout le monde.

L'exemple de la Corse

En mai-juin, les produits laitiers (de chèvre, de brebis) sont consommés en abondance en Corse. Or, d'une part les produits laitiers de chèvre et de brebis concentrent beaucoup plus la radioactivité que ceux de vache, d'autre part, l'iode 131, radioactif, se fixe préférentiellement sur la thyroïde, d'où un grave problème en particulier pour les fœtus et les enfants en période de croissance. Résultat : aucune information ni prévention du danger n'ayant pas été communiquée par le S.C.P.R.I., pour un enfant buvant l'équivalent d'un litre de lait par jour à cette époque, cas très fréquent, 9 rems à la thyroïde.

Le Dr Fauconnier, qui, dès mai 1986, s'est battu dans l'île, s'est heurté au mur des communiqués rassurants du S.C.P.R.I., seul labo-

ratoire officiel (et, à cette époque, seule source d'information possible).

Certes, il a constaté des problèmes de mortalité et de maladies anormales chez les veaux dont les mères étaient en gestation en période critique, mais « *faute d'antécédents statistiques ces résultats sont inexploitable* » (sic). De plus, comme lui a si délicatement répondu François Cogné, directeur de l'I.P.S.N. (4) : « *Le problème est spécifique d'un petit nombre d'individus* » (sic). Justement, en profiterait-on pour commencer des analyses systématiques, sur les enfants, les femmes enceintes, les nouveau-nés, pour créer ainsi un fichier de renseignements datés sur tout le territoire, un suivi médical ? Surtout pas...

Tout ce qui peut laisser supposer que le nucléaire n'est pas l'énergie propre, sans risque et idéale, est à écarter.

Si l'information n'a pas été non plus idéale à l'étranger, le contexte du tout nucléaire, la complicité de la classe politique, droite et gauche confondues, devant l'indépendance énergétique, l'indépendance militaire et la centralisation a créé le consensus du silence en France.

Les journalistes eux-mêmes n'ont pas l'esprit d'investigation qui, dans ce cas criant, aurait été dérangeant, sinon salvateur. Seuls les communiqués des organes officiels sont repris, aucune recherche d'information contradictoire, aucun esprit critique. Même lorsque des documents non officiels parviennent aux journalistes. C'est pas vendeur ça coco. Le verrouillage de l'information à l'émission et à la réception fonctionne parfaitement bien. Les quelques titres spécialisés qui existent (cf. références) survivent comme seuls des journaux militants peuvent le faire, alors qu'ils sont d'un intérêt vital.

La France avance à reculons

Après Three Miles Island (T.M.I.) en 1979, où le cœur d'un réacteur à eau légère (il en existe 39 de ce type en France) avait en grande partie fondu, on aurait pu imaginer qu'E.D.F. allait mettre à profit cette expérience technologique rare, sinon irremplaçable, pour en tirer quelques enseignements pratiques. Que croyez-vous qu'il advint. Rien, bien sûr. Puis vint Tchernobyl, à la suite de quoi E.D.F. annonça qu'elle allait faire un effort pour accélérer la prise en charge des mesures post-T.M.I., entre autres en augmentant le budget 1987. Un rapide coup d'œil montre qu'en fait ce budget 1987 fut ramené au niveau 1985.

En décembre dernier le rapport « post-Tchernobyl » a été déposé au Parlement. C'est une perle d'objectivité. Tchernobyl y est qualifié d'accident « sévère » et sont reprises en référence les argumentations de l'A.I.E.A. et des experts nucléocrates. Quelques questions de-ci, de-là pour ne pas encenser trop évidemment le nucléaire — vite résolues, puisque « techniquement » les concepts français sont différents des Russes.

Quelques remarques choisies : « *Une camionnette spécialement aménagée pour des contrôles, du S.C.P.R.I., a été envoyée à Tchernobyl après l'accident. Manifestement l'U.R.S.S. ne disposait pas d'un équipement permettant de procéder rapidement au contrôle radiologique d'un grand nombre de personnes* » (sic). Toutes les suppositions quant aux performances de nos services en cas de problèmes similaires sont donc permises. Or, on apprend récemment (*Le Monde* du 30 mars 1988) qu'une voiture-rail spectrométrique permettant

l'examen de 5 000 personnes par jour, pouvant relier tout point de l'hexagone en moins de vingt-quatre heures vient d'être mise en service. Ce qui signifie, d'une part, que jusqu'à cette date il n'y avait que quelques mini-cars pour ce travail, d'autre part que dans une situation similaire à celle de Tchernobyl on ne pourrait traiter que 150 000 personnes par mois, sur un site précis, en travaillant tous les



jours, sans problème technique, sans compter les paniques. Or, l'iode 131, un des éléments émis lors de l'accident de Tchernobyl, a une durée de vie de 8 jours, les diagnostics et les mesures médicales doivent donc être rapidissimes.

Les chapitres consacrés à la santé sont un petit chef-d'œuvre du genre. Où l'on apprend que les craintes qui « *mobilisent l'imagination* » en « *l'absence de toute réponse* » aux questions sur la santé sont « *permises* ». Et que « *ces craintes sont d'ailleurs savamment entretenues par certaines catégories de médias et souvent exploitées à des fins politiques* ». Des noms, des noms !

Où l'on affirme péremptoirement que « *toutes les études épidémiologiques et toutes les études épidémiologiques tendent à accréditer la notion de l'existence d'un seuil [à partir duquel les radiations entraîneraient des lésions ou des maladies, NDLR], même si la preuve ne peut théoriquement en être apportée aujourd'hui* ». Et pour cause ! Avec d'autres sources d'informations, non moins prestigieuses (5), c'est exactement le contraire qui est prouvé ! « *Aussi faute de pouvoir affirmer un seuil théorique, il devient tout à fait légitime de parler de seuil pratique* ». Et voilà balayé d'un revers de la main les « *sensibileries* », qui consisteraient à suggérer que nous sommes tous des individus spécifiques et non pas une population globale, et que le sacrifice pour les intérêts économiques nous laisse froids. On comprend, dans ces conditions, qu'une étude

suivie sur les populations les plus touchées (par lieu géographique, âge, état de santé, etc.) ne soit pas souhaitée car on aurait pu, alors, réellement constater, à partir de novembre 1986, si les nouveau-nés présentaient des malformations ou des problèmes respiratoires par exemple, comme on a pu le voir plus tôt pour les animaux, en Corse ou ailleurs. Il sera simple d'attribuer plus tard l'augmentation du nombre de cancers à n'importe quelles autres causes, aucune pathologie spécifique aisément identifiable n'étant induite par les faibles doses de radioactivité.

L'investissement dans les énergies renouvelables ? Trop occupés avec Superphénix. Les économies d'énergie ? Trop occupés à démanteler l'A.F.M.E.E. Les déchets radioactifs ? Comme pour les centrales, les enquêtes d'utilité publiques sont quasi clandestines et les petites communes sont attirées par quelques emplois, dans le meilleur des cas, et quelques subventions.

Nous restons le seul pays à poursuivre tête baissée, sans aucun argument réel, le programme électro-nucléaire, sans donner aucune possibilité de choix à ses habitants. Comment l'appeliez-vous ? Démocratie ?

PERLINE

Pour plus d'informations : La Gazette Nucléaire, bimestriel du G.S.I.E.N. (2, rue François-Villon, 91400 Orsay).

Le CRI du RAD, bimestriel de la C.R.I.I.-R.A.D. (8, rue Louise-Gémard, 26200 Montélimar).

(1) Agence internationale de l'énergie atomique.

(2) Service central de protection contre les rayonnements ionisants ; ce service officiel d'information s'est en fait livré à une désinformation en règle au moment de Tchernobyl.

(3) Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité. Le C.R.I.I.-R.A.D. s'est créée après Tchernobyl et possède un laboratoire d'analyses.

(4) Institut de protection et de sûreté nucléaire.

(5) Alice Stewart, épidémiologiste anglaise. Rapport RERF-TR 9-87 de Dale Preston et Donald Pierce, E. Radford, dans Santé et Rayonnement.

(6) Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Tout les mardis, de 18 h à 19 h 30, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz), Perline réalise « Micro-Climat » (magazine sur l'écologie et l'environnement).

Le 26 avril, ce sera un spécial « Deux ans d'information après Tchernobyl », exceptionnellement de 18 h à 20 h 30. Roger Balboch, du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (G.S.I.E.N.) commentera les informations parues à ce sujet depuis le 26 avril 1986. Cette émission sera rediffusée cet été.

Quelques données techniques

Selon la nature du radioélément, il peut y avoir trois types de rayonnements : alpha, bêta, gamma. Les premiers pénètrent peu mais font beaucoup plus de dégâts. Les deuxièmes pénètrent environ 100 fois plus que les rayonnements alpha. Les troisièmes sont extrêmement pénétrants car sans masse. La période d'un radioélément (demi-vie) est le temps au bout duquel la radioactivité d'un atome de cet élément a diminué de moitié.

Pourquoi est-on sûr que les résultats des analyses correspondent aux conséquences de Tchernobyl ?

Radioélément	Période	Type de rayonnement
Iode 131	8 jours	Bêta et gamma
Ruthénium 103	39 jours	Bêta et gamma
Césium 134	2 ans	Bêta et gamma
Césium 137	30 ans	Bêta et gamma
Strontium 90	28 ans	Bêta
Plutonium 239	24 000 ans	Alpha

Ces éléments n'existent pas à l'état naturel. Ils proviennent de la fission de l'uranium 235 utilisé dans les réacteurs nucléaires. Autre provenance possible : retombées des essais nucléaires des années 60. Seul le césium 137 (à cause de sa longue période) subsistait dans la nature, mais en quantité inférieure à 5 Bq/kg.

Les effets

Si les doses sont très fortes, les effets sont à court terme et la gravité dépend de la dose reçue. Au-delà d'un certain niveau, la mort est inéluctable quel que soit le traitement.

Pour les doses faibles, les effets sont cumulatifs et la gravité ne dépend pas de la dose reçue. Ces effets sont essentiellement des cancers et des défauts génétiques dans les générations issues des irradiés. Ces effets ne sont pas typiques du rayonnement, ils sont donc indiscernables et non identifiables individuellement. Les effets sont dits aléatoires, car c'est la fréquence d'apparition des cancers et défauts génétiques qui augmentent.

Dans une population donnée soumise à une dose de rayonnement, on observera (si l'on veut bien le faire) un taux de cancers plus élevé que dans une population identique non irradiée, sans pouvoir identifier individuellement les cancers produits par l'irradiation. Les cancers apparaissent après des temps très variables allant de 2 à plus de 40 ans. Les fœtus et les jeunes enfants sont beaucoup plus radiosensibles ; les plus de 40 ans, les personnes allergiques ou ayant un système immunitaire déficient eux aussi seront très radiosensibles pour les cancers. Par contre, pour les défauts génétiques, ce seront les tranches d'âge qui procèdent qui seront les plus vulnérables, les vieillards étant peu concernés par ce genre d'effet !

CORSE

Interview du secrétaire général du S.T.C.

Lors d'un séjour à Paris, nous avons eu l'occasion de rencontrer et d'inter- viewer Bernard Trojani, secrétaire général du Sindicatu di I Travagliadori Corsi (S.T.C.). Quelques incompréhensions — ou ignorance des divers aspects du problème Corse — pourront être ainsi levées même si des points restent à approfondir, d'une part, à propos du nationalisme et, d'autre part, du fédéralisme libertaire.

Des convergences apparaissent : sur le rôle et l'organisation d'un syndicat révolutionnaire, sa nécessaire autonomie politique, la conception de la société future, etc. Quant aux aspirations du S.T.C., il nous paraît essentiel de souligner l'importance donnée à la libération sociale par rapport à la libération nationale. Compte tenu de ces convergences, de la lutte contre l'Etat français et pour l'émancipation sociale, nous avons jugé intéressant d'inter- roger Bernard Trojani sur les perspectives de développement de ce syndicat sur des bases de lutte de classe.

La rédaction

« Le Monde libertaire » : Peux-tu nous brosser un rapide panorama de la situation politique et économique en Corse, aujourd'hui ?

Bernard Trojani : Cette situation peut se caractériser, d'un côté, par une montée des luttes populaires à travers, en particulier, les luttes sociales qui se développent dans toute l'île, surtout depuis les deux dernières années, et par une volonté clairement exprimée de l'Etat français et de ses relais locaux de tout faire pour engager la Corse dans ce qu'il appelle l'Europe de 1992. C'est-à-dire l'ouverture des frontières et, à partir de là, axer toute leur politique sur le choix du tout-tourisme. Cela implique de réduire ce qu'il reste de secteur productif dans l'île : fermeture par exemple de l'usine de la Femenia à Bastia, volonté de ne pas réaliser un schéma hydraulique en refusant de faire des barrages, ce qui interdira le développement de l'agriculture. Globalement, c'est donc une politique de non-développement qui débouche sur l'installation d'une zone franche et de tout-tourisme dans le cadre de 1992. Face à cette situation, il y a des luttes populaires qui se dégagent : au niveau des agriculteurs, avec la mobilisation de ceux-ci pour l'effacement de la dette agricole et la mise en place d'un schéma de développement agricole ; les luttes sur l'énergie, contre le câble Italie-Corse et pour la construction de barrages dans l'île, etc. On perçoit aussi une prise de conscience des jeunes et des travailleurs corses envers les plans qui leur sont imposés.

A tous les niveaux une chasse aux sorcières se pratique : liberté de la presse bafouée, mise au pas de l'information...

Cette situation générale se caractérise également par un blocage complet au niveau politique, car l'Etat et ses relais locaux ont choisi de réprimer systématiquement tout ce qui peut être porteur d'un peu d'espoir ou d'avenir pour la Corse. Il y a eu, bien sûr, la dissolution de l'organisation nationaliste mais, à tous les niveaux, une chasse aux sorcières se pratique : entre autres dans la fonction publique. La liberté de la presse est complètement bafouée et il faut rappeler qu'un directeur de publication, Yves Stella, de U Ribombu, est en prison simplement parce qu'on aurait trouvé des documents de l'ex-

F.L.N.C. dans son journal. Il y a eu aussi la mise au pas de l'information au sein de F.R.3-Corse. Tout cela fait qu'on connaît une situation extrêmement explosive car tous les éléments sont aujourd'hui réunis : refus de ouverture de la part de l'Etat, refus de prendre en compte les problèmes, soutien de plus en plus ouvert aux forces clanistes, etc. Il y a une accumulation de problèmes qui risque de déboucher très prochainement sur une explosion en Corse. Nous, nous pensons que le vecteur principal de celle-ci sera le mouvement social qui est en train de se structurer dans l'île et qui débouche véritablement sur tout le reste.

M.L. : Tu as abordé le problème de l'installation du câble Italie-Corse, je crois qu'il s'agit d'un problème économique important...

B.T. : En effet, un des atouts de la Corse est son taux d'hydrographie, c'est l'île de la Méditerranée qui a le plus haut taux de pluviosité. L'agriculture est un des facteurs de développement et d'auto-suffisance alimentaire, mais qui dit agriculture méditerranéenne dit culture irriguée. Alors, étant donné que la France a des projets touristiques pour la Corse dans le cadre de son intégration européenne de 1992, on voit l'île se couvrir de supermarchés et d'hypermarchés tristes par trois grandes sociétés d'import-export. Il faut donc liquider le secteur agricole, d'autant plus que c'est souvent à partir de la revendication de la terre que le mouvement nationaliste s'est développé. C'est

hypothéquerait dans l'avenir les possibilités de développement énergétique. Celles-ci ne sont d'ailleurs utilisées, actuellement, qu'à 4% alors que la moyenne nationale française est de 26%. Pour revenir au problème agricole, les terres libérées par l'arrachage des vignes dans la plaine orientale redeviennent productives avec des productions fourragères ou à haute technicité (culture d'avocats, de kiwis, de pamplemousses, etc.) et cela ne peut se faire qu'avec un réseau hydraulique important.

M.L. : L'agriculture semble donc être une possibilité de développement mais, en ce qui concerne l'industrie, celle-ci est peu développée en Corse et l'économie régionale demeure fortement dépendante de la métropole...

B.T. : La Corse a connu au début du siècle une époque d'économie autosuffisante. Mais il faut savoir qu'une constante dans les rapports avec la France est la volonté de tout faire pour qu'il n'y ait pas une économie qui se développe. Pour prendre un exemple : pendant des siècles, il y a eu les lois douanières qui empêchaient tout développement économique dans l'île puisque les produits, qui partaient de Corse pour la France continentale, étaient taxés et ceux qui faisaient le chemin inverse étaient détaxés. Ces lois douanières ont duré jusqu'en 1911 et, après, la Première Guerre mondiale a été une saignée dont l'économie corse ne s'est pas relevée. Tout ce qui a été fait par la suite l'a été dans la continuation des lois douanières. On a, aujourd'hui, par exemple, la continuité territoriale qui est tout simplement une subvention donnée aux productions françaises pour envahir le marché corse au détriment du développement d'une production locale. (...)

Au niveau de la production industrielle, un certain nombre de créneaux qui existaient ont été liquidés parce que, effectivement, cela correspondait au plan du capitalisme international de supprimer tous les secteurs qui sont dits non rentables et de spécialiser des régions dans un certain nombre de productions. Cela frappe de plein fouet ce qu'ils appellent les régions périphériques, comme la Corse, à

les produits étrangers pour arriver dans l'île. Encore une fois, nous ne réclamons que l'égalité des chances !

Les organisations syndicales traditionnelles sont des relais de l'Etat français au niveau de la classe ouvrière.

M.L. : Depuis quelques années un fait nouveau est apparu en Corse, constitué par l'organisation d'un mouvement social structuré. Le Sindicatu des travagliadores corses (S.T.C.) a été créé le 1er mai 1984 ; pourquoi un syndicat des travailleurs corses ?



B.T. : Bien que créé en 1984, ce n'est que depuis le congrès de juin 1985 que le Sindicatu di I Travagliadori Corsi a une activité organisée. Pourquoi un syndicat corse ? Qu'est-ce que cela signifie ? Le point de départ a été bien sûr le fait que, pendant des années, les militants nationalistes ont milité au sein des organisations et des structures syndicales françaises, tels la C.G.T., F.O. ou la C.F.D.T. Jusqu'en 1981, ils ont privilégié l'investissement au niveau de la C.F.D.T. qui a, effectivement, sous l'impulsion de Sanvitus Predali et des pionniers du syndicalisme corse, repris des thèmes et des positions très proches de celles du mouvement nationaliste ; en particulier la reconnaissance du droit à l'autodétermination, le développement économique autocentré, etc. En 1981, tout cela a changé puisque à cette date, la C.F.D.T. a été mise au pas ou s'est mise au pas toute seule. Elle s'est complètement alignée sur la politique du Parti socialiste, qui était devenu un parti de gouvernement et ne pouvait donc que s'engager dans la voie de la défense des intérêts de l'Etat français en Corse.

Par ailleurs, les autres organisations, comme la C.G.T. et F.O. n'ont jamais pris en compte réellement la dimension du problème corse et du colonialisme. Elles ne peuvent pas être en mesure de défendre les intérêts des travailleurs qui vivent et travaillent en Corse en refusant de reconnaître que le travailleur corse subit une double exploitation : exploitation coloniale culturelle et économique, et exploitation capitaliste. (...) Il n'y a pas de tradition et d'émanation directe de la classe ouvrière qui auraient abouti à la construction de la C.G.T. ou de F.O. Les organisations françaises ont créé artificiellement des officines, des bureaux en Corse. C'est un fait important car il explique que la classe ouvrière corse

ne s'est jamais reconnue dans ces syndicats, même s'ils ont pu avoir une forte implantation due essentiellement à leurs liens politiques, comme par exemple la C.G.T. sur Bastia ou Force ouvrière sur Ajaccio. Il faut savoir que si la C.G.T. a une forte implantation dans le nord de l'île, elle le doit en règle générale à la mairie de Bastia où cohabitent en toute honnêteté et sans problèmes le M.R.G. (le parti de M. Giacobbi) et le parti communiste. Une des premières conséquences, c'est que les salariés de la mairie de Bastia se sont toujours vu interdire le droit de constituer une section C.G.T. car il ne fallait pas embêter la municipalité.

Ces organisations syndicales sont en fait des relais de l'Etat français au niveau de la classe ouvrière. Pour donner un exemple, dernièrement notre organisation syndicale a été en butte à une vague de répression qui préparait — c'est ce que nous avons ressenti — sa dissolution. La C.G.T. a clairement pris position pour la dissolution du S.T.C. (1) en disant que, finalement, si le syndicat était dissous c'est parce qu'il le cherchait et que nous nous excluions nous-mêmes du monde du travail en refusant de condamner un certain nombre de choses. Je pense que, de plus en plus, ces organisations syndicales vont devenir les derniers remparts, du moins au niveau de leur direction, du colonialisme en Corse puisque les autres commencent un peu à capituler.

M.L. : Il existait des groupes nationalistes d'entreprise, est-ce que ces groupes sont à l'origine du S.T.C. ?

B.T. : Oui et non, oui dans le sens que de 1981 à 1984, les militants nationalistes qui étaient dans les entreprises ont continué à y faire du travail. Ils n'étaient plus organisés au sein de la C.F.D.T., mais en Associi Nazionalisti d'entreprise, c'est-à-dire un rassemblement de militants et de sympathisants nationalistes au niveau des entreprises, surtout à Ajaccio où existaient des « associi » dans les transports et dans le milieu hospitalier. En fait, ce fut un développement extrêmement limité car, rapidement, de par le succès des propositions qui étaient avancées, le problème de la construction et de la mise en place d'un véritable syndicat a été posé. Mais cette volonté politique de créer une organisation syndicale n'aurait pas suffi si le terrain social ne s'était pas montré propice. Je ne pense pas qu'on puisse décider politiquement de la création d'un syndicat : c'est le développement des luttes sociales et la prise de conscience des travailleurs qui font, à un moment donné, que l'idée mûrit et se concrétise. Dès sa création en 1984, le S.T.C. a eu un développement extrêmement important qui a de suite dépassé le cadre des « associi ». A partir du moment où le S.T.C. est apparu, il y a eu des créations de sections un peu partout, des conflits ont commencé et connu une issue favorable. Nous nous sommes rendus compte qu'un besoin existait, que cela répondait à un besoin de la classe ouvrière en Corse d'avoir à sa disposition, comme outil, une organisation syndicale indépendante. (...)

Si le S.T.C. a été créé par un certain nombre de militants, très rapidement les travailleurs s'en sont emparés et lui ont donné son véritable contenu qui n'a plus rien à voir



donc un secteur qui a toujours eu une certaine position revendicative et un rôle certain dans l'histoire des luttes. Je pense que l'Etat a décidé qu'il ne devait rester qu'un certain nombre d'agriculteurs en Corse, ceux-là on leur laisse terminer leur exploitation. Mais la disparition de l'agriculture est programmée.

Ce refus d'un schéma hydraulique pour l'irrigation s'inscrit par ailleurs dans un cadre économique où la France, ayant des surplus de production d'électricité à cause des centrales nucléaires, doit exporter. C'est donc la mise en place d'un câble Italie-Corse pour vendre le surplus de la production énergétique. C'est un projet qui a des conséquences économiques très lourdes pour l'île, puisque ce serait la fin de tout le secteur productif E.D.F. qui

qui on refuse un développement industriel. Même si l'on ne peut songer à une industrie lourde, on réserve uniquement à la Corse un rôle spécifique dans l'économie française : faire rentrer des devises par l'intermédiaire du tourisme. (...) Il est important de savoir que des possibilités de développement existent, allant dans le sens d'une valorisation des ressources naturelles. Nous avons déjà travaillé en ce sens dans de nombreux secteurs : pierre, bois, agro-alimentaire... Ce sont des secteurs prioritaires qui pourraient, si une volonté politique existait, se développer et arriver à prendre une place importante dans l'île. Mais pour cela il faut des mesures économiques permettant que les produits corses ne soient pas concurrencés outrageusement, qu'on ne paye pas

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

CORSE

Interview du secrétaire général du S.T.C.

avec ce qu'il pouvait être au départ. De cinq à six sections, nous sommes passés aujourd'hui à 115 sections d'entreprises. La première année, lors des premières conférences de presse, nous annoncions 800 adhérents — ce qui était déjà pas mal —, aujourd'hui le S.T.C. dépasse le chiffre de 2 000 adhérents. Cela veut dire que notre syndicat n'est pas une création purement politique qui émanerait d'une volonté quelconque. Rapidement, nous avons été amenés à aborder les problèmes de fond et les problèmes de forme : organisation syndicale, oui, mais quelle forme d'organisation, quelle structure ?

— **M.L.** : Peux-tu préciser l'origine des adhérents du S.T.C., à part les militants qui ont quitté la C.F.D.T. ? Etaient-ils auparavant syndiqués ou non ?

— **B.T.** : L'organisation syndicale s'est créée sur la base des militants nationalistes qui, au niveau syndical, avaient des origines différentes : aussi bien Force ouvrière que la C.G.T., ou la C.F.D.T. En règle générale, les cadres du mouvement viennent de tous les horizons qu'ils soient politiques ou syndicaux. Cela a donné, dès le départ, un caractère extrêmement démocratique en ce qui concerne les débats au sein de l'organisation, car il est évident que chacun a son passé, son histoire, et a essayé d'amener — dans un sens positif, d'ailleurs — son apport personnel et son expérience.

Ensuite, les personnes qui ont rejoint le S.T.C. n'étaient pas généralement syndiquées auparavant. Nous intervenons surtout dans le domaine des petites entreprises qui constituent le véritable tissu économique de l'île et où, effectivement, et c'est peut-être ce qui fait notre spécificité, il n'y a aucune tradition syndicale. Ce secteur est la clef de voûte du système colonial et claniste. Remettre en cause, dans les petites entreprises, le pouvoir patronal tel qu'il existe depuis des siècles en Corse, c'est quelque chose qui n'a jamais été fait par les autres organisations syndicales. Ce pouvoir est paternaliste, lié aux partis politiques par le biais des clans...

Appliquer le code du travail et les droits syndicaux, c'est révolutionnaire et déstabilisateur du système claniste.

— **M.L.** : Tu as utilisé à plusieurs reprises les termes « clan » et « clanisme » très spécifiques de la situation corse... Qu'est-ce qu'ils recouvrent réellement ?

— **B.T.** : Le clanisme en Corse, c'est la courroie de transmission du pouvoir central, mais qui dit « courroie de transmission » dit aussi liberté laissée par le pouvoir central pour régenter et organiser la vie sociale et économique de l'île. Il y a une sorte de délégation de pouvoir de l'Etat centralisateur à ses relais locaux. Historiquement, le clanisme était profondément corse car il a correspondu à une forme de résistance à l'Etat central. Le chef de clan apparaissait comme le défenseur des familles qu'il représentait auprès de l'administration centrale et locale. Mais il y a eu



Action de l'intersyndicale S.T.C./C.G.T. devant la préfecture de Corsica Suprana.

détournement complet de la fonction et le clanisme est devenu cette sorte de pouvoir gérontocratique et oligarchique détenu par de grandes familles. C'est un pouvoir électoraliste qui met en coupe réglée la Corse : au niveau économique et en ce qui concerne les crédits d'Etat largement concédés par tous les gouvernements qui se sont succédés en France. Ces crédits ne sont plus utilisés dans le cadre public, mais servent les intérêts particuliers. Même un mot d'ordre comme « moralisation de la vie publique », qui peut paraître en deçà d'un mot d'ordre révolutionnaire, en Corse devient révolutionnaire car moraliser la vie publique c'est déstabiliser tout le système claniste qui ne vit et ne peut continuer à vivre que sur la base de l'installation de systèmes mafieux, avec la complicité de l'Etat.

— **M.L.** : Comment s'exprime ce pouvoir du clan ?

— **B.T.** : La force du clan passe par le fait que l'Etat lui donne tous les moyens pour conserver ce pouvoir. Il s'agit du quasi-monopole de l'embauche dans le secteur public car on ne peut pas rentrer dans une administration sans passer par le clan ; les concours n'existent pas ou sont truqués. Pas un projet économique ne peut se réaliser sans que le clan y soit directement mêlé. Si quelqu'un de non lié au clan cherche à monter une entreprise, ou même veut s'installer en agriculture, s'il ne passe pas par un système claniste, il est complètement mis à l'écart... on lui bouzille le travail et il n'arrivera à rien. Par l'intermédiaire des mairies, le clan peut faire couler une entreprise qui s'installe : règlement de l'eau, aménagement, viabilité, etc. (...)

Une des avancées importantes aujourd'hui, c'est l'existence de notre organisation syndicale en particulier dans ces petites entreprises qui forment le tissu économique de l'île... pour une prise de conscience des travailleurs. Qu'ils sachent que

s'ils ont obtenu leur place grâce à M. X ou à Untel, en tout cas ils ne lui doivent plus rien car ils vendent leur force de travail et, à partir de là, ils ont leurs droits à faire respecter. C'est une prise de conscience extrêmement importante et qui est révolutionnaire en Corse. Il faut faire une mise à niveau sociale ! Cela peut paraître en arrière de tout ce qui peut être fait ailleurs mais, en Corse, ne serait-ce qu'appliquer une convention collective, le code du travail et les droits syndicaux, c'est révolutionnaire et déstabilisateur du système claniste. On en arrive à briser tout le système qui lie le salarié à son patron et, derrière son patron, à la force politique claniste. Je peux te donner des exemples : nous avons eu des conflits où le patron arrivait catastrophé, presque ne pleurant, en disant : « Comment, me faire ça à moi, vous mettre en grève alors que c'est moi qui vous ait donné du travail ! » Ca c'est le patron gentil, celui qui est foncièrement paternaliste, mais il y en a d'autres... Il est symptomatique de voir, dans la tête de cette personne et dans les faits, que tout son système s'écroule parce qu'il ne comprend pas qu'un système séculaire puisse être remis en cause d'un seul coup par le simple fait que « ses » ouvriers demandent l'application de la cinquième semaine de congé ou de la convention collective.

— **M.L.** : Quelles sont les relations entre les clans et les partis politiques ?

— **B.T.** : Les partis politiques ne sont que l'habillage français des clans. C'est-à-dire qu'un clan en Corse, aujourd'hui, pour avoir une légitimité au niveau national français, doit se parer d'une étiquette politique. Mais, réellement, les cliques politiques n'existent pas... Pour donner un exemple, prenons les précédentes élections présidentielles : le clan de gauche c'est le M.R.G., qui doit réaliser 40 à 50% des voix. Son candidat à l'époque,

Michel Crépeau, a obtenu seulement 3%. Cela donne le décalage entre l'étiquette et la réalité. Il y avait aussi de grandes affiches du M.R.G. marquées : « Votez Crépeau ». Alors, les gens passaient et demandaient : « Qui est-ce ? ». On leur répondait : « C'est l'ami de Zucarelli ». Sur l'affiche, en petit, était inscrit « Crépeau » et, à côté, en plus gros : « Avec Zucarelli » ou « Avec Giacobbi ».

Le clan n'a qu'une fonction se reproduire et reproduire son pouvoir. Il est de droite ou de gauche, mais au niveau des alliances électorales, pour les municipalités par exemple, il n'est pas rare de voir comme à Calvi cohabiter sur la même liste des gens qui se réclament du R.P.R., du Front national, du Parti socialiste, du M.R.G. et du parti communiste... Participent ainsi au conseil général, sur la même liste, des élus du P.C.F. et du F.N. (...)

Dix jours avant les élections prud'homales, l'Etat a tenté de dissoudre notre organisation syndicale.

— **M.L.** : Remettant en cause le clanisme et le colonialisme, menant une action revendicative indépendante, le S.T.C. a dû affronter de nombreuses oppositions... Peux-tu me dire quelles ont été ces difficultés ?

— **B.T.** : La plus grande difficulté s'est située au niveau de l'Etat, ne serait-ce que pour faire reconnaître l'organisation syndicale... Le principe du monopole syndical, bien qu'étant à l'origine une bonne chose puisque traduisant la volonté de tout faire pour que les syndicats

« jaunes » n'existent pas, peut être détourné de sa finalité. En particulier en Corse où l'Etat a essayé de se servir, souvent avec l'aval et le soutien des organisations syndicales françaises, de cette loi pour interdire toute émergence d'un syndicat corse. Cela s'est traduit par le blocage des candidats au premier tour des élections professionnelles, par les procès pour non représentativité intentés par les patrons chez qui se créait une section S.T.C. En fait, souvent suscités par la C.G.T... Sur la base du rapport de force, quand le patron acceptait la section S.T.C., c'était la C.G.T. qui faisait pression pour nous empêcher de nous présenter, comme à la Compagnie méridionale de navigation.

Cet épisode a été levé assez rapidement, en deux ou trois ans... La dernière étape a été constituée par les élections prud'homales au cours desquelles nous avons dû affronter les attaques patronales, celles des syndicats traditionnels et de l'Etat. Le S.T.C. a recueilli 17% des voix et arrive en deuxième ou troisième position (2). (...) Nous avons constaté de nombreuses fraudes comme, par exemple, à Propriano où 83 personnes ont voté pour F.O. suite aux pressions du maire qui est aussi... leur patron. A Bastia, dans les entreprises de travaux publics ayant des marchés avec la mairie, « on » a demandé aux patrons de celles-ci de faire voter la main-d'œuvre maghrébine pour la C.G.T. ou pour F.O., selon les cas. Des camions sont arrivés remplis de travailleurs immigrés qui servent de « chair à voter »... les chefs de chantier les accompagnaient pour voter et leur donnaient ensuite l'enveloppe. Dix jours avant les élections prud'homales, l'Etat, qui avait bien compris que celles-ci nous donneraient une certaine représentativité, a tenté en arrêtant le secrétaire général du S.T.C. de dissoudre notre organisation (3).

Mais, depuis ces élections, nous connaissons un nouveau développement. De nombreux travailleurs, qui restaient précédemment dans l'expectative, nous ont rejoint car ils ont constaté la fausseté des campagnes menées contre nous. C'est pour tout cela que nous nous sommes présentés aux élections prud'homales, certainement pas parce que nous considérons que l'institution nous paraît honorable. Nous ne pouvions pas faire autrement car cela aurait constitué un recul par rapport au problème de la représentativité. Nous l'avons vu... depuis ces élections, nous avons créé quatorze ou quinze sections syndicales.

(1) Cf. Monde libertaire du 17 décembre 1987. Voir également, sur la situation en Corse, les articles dans le Monde libertaire du 29 janvier 1987, du 30 avril 1987, du 25 juin 1987, du 9 juillet 1987 et du 13 octobre 1987 (NDLR).

(2) Ibid. Résultat officiel des élections prud'homales : C.G.T., 3 767 voix (42%) ; F.O., 1 771 (20%) ; S.T.C., 1 494 (17%) ; C.F.D.T., 762 (9%) (NDLR).

(3) Bernard Trajani, secrétaire général du S.T.C., fut accusé d'avoir fait partie d'un groupe auteur d'une fusillade contre une voiture de gendarmerie au mois d'août 1987. Coup mal monté et mal préparé puisqu'à l'heure de l'attentat il se trouvait en pleine mer et qu'une trentaine de témoins, dont certains ne pouvaient être suspectés de sympathie envers le nationalisme corse, confirmèrent ce fait. Son arrestation n'avait qu'un but : monter une machination visant à la dissolution du S.T.C. (NDLR).

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

KURDISTAN

Affaire mortelle et armes invisibles

D'ABORD, cela ressemble à un film de la série B, mélange de polar et de science-fiction. Au départ, un soupçon, un doute : pourquoi un pays comme l'Irak, en guerre depuis huit ans et qui, à part son Croissant Fertile entre l'Euphrate et le Tigre, est couvert de déserts, investit-il des millions pour la recherche sur les pesticides ? Et quel est rôle jouent les deux entreprises ouest-allemandes Kolb et Pilot Plant dans l'agriculture... et dans la guerre ?

Cette énigme ne nous conduit certes pas à l'amélioration de la culture des dattes, mais directement à Halabja, ville kurde au nord de l'Irak. Cette ville, faisant pourtant partie de leur propre territoire, a été attaquée fin mars par des Iraquiens. A l'arme chimique. En utilisant des bombes à fragmentation contenant également du gaz moutarde et du cyanure. Cette attaque, la pire depuis la deuxième guerre mondiale est un acte de représailles contre les guerrilleros kurdes, les Peshmerga : parce qu'ils n'ont pas pu être vaincus jusqu'à présent, et pour ne pas laisser tomber cette région aux mains des Iraquiens. Un nouveau chapitre tragique de cette longue histoire de lutte pour la survie et l'identité d'un peuple de 13 millions d'habitants, éparpillés dans cinq nations (Turquie, Syrie, Irak, Iran, U.R.S.S.) et qui, depuis des dizaines d'années, subit oppression, déportations, torture et ethnocide sous l'œil plus ou moins indifférent du monde entier.

Cinq mille morts...

Ce bombardement (avec des Mirages, livrés par la France) a fait environ cinq mille morts et autant de blessés. Halabja et la ville kurde Penjwin, à quarante kilomètres plus au nord, ont été complètement détruites. Les journalistes n'ont pu qu'évoquer, dans les rues silencieuses, les innombrables cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants, sans traces extérieures de leur mort brutale : l'arme chimique est invisible.

Ce n'était pourtant pas la première fois. En avril 1987 déjà, l'arme chimique a été utilisée contre cinquante villages kurdes iraquiens dans les régions de Dokan, d'Arbil, de Suleymaniyeh et contre la ville de Qara Dagh.

Jusqu'à présent, aucune enquête n'a été menée sur ce massacre silencieux de Halabja ; malgré de nombreux appels des Kurdes et des manifestations dans le monde. Le porte-parole de l'O.N.U. a seulement déclaré que son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, était « extrêmement préoccupé ». Phrase vague, passe-partout et ô combien utilisée. L'Irak a déjà été « condamné » à deux reprises pour utilisation d'armes chimiques...

Le drame de Halabja n'est, hélas ! qu'un exemple qui risque d'être suivi de plus en plus dans un proche avenir. L'arme chimique possède toutes les « qualités » requises pour remplacer les armes nucléaires, qui semblent presque démodées face au nombreux avantages de cette première : prix de revient moins élevé, souplesse d'emploi, possibilité de fabrication massive.

L'avenir est à cette arme invisible. Une comparaison des effets est convaincante : une arme nucléaire d'une mégatonne (1 million de tonnes) atteint 300 km², une arme chimique de 15 tonnes de neurotoxiques atteint 60 km², une arme biologique de 10 tonnes atteint 100 000 km².

Déjà les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont des stocks considérables de



ces armes d'avenir ; surtout des gaz neurotoxiques, entraînant la mort par paralysie des muscles respiratoires et attaquant le système nerveux, comme le trilon. Des nouvelles composantes sortent des laboratoires et de l'industrie...

L'idée en soi n'est pas si nouvelle que ça. Déjà au Moyen Age on mettait des cadavres pestiférés dans des villes assiégées ou des camps ennemis. En 1855, les armées anglaises et françaises ont utilisé des obus à gaz toxiques. Interdit par la déclaration de la Haye, le 27 juillet 1899, le gaz toxique fut utilisé pendant la Première Guerre mondiale pour débloquent la guerre des tranchées. De nos jours, la dioxine a été utilisée pendant la guerre du Vietnam, le gaz neurotoxique en Afghanistan et une « pluie jaune », substance chimique au Laos et au Cambodge. Aux Etats-Unis, la production de gaz neurotoxique a été officiellement suspendue en 1969. Mais depuis 1980, le Pentagone réclamait une reprise massive, accordée par l'administration Reagan, qui a décidé une dépense de quatre milliards de dollars entre 1980 et 1985 pour la recherche et la fabrication de gaz de combat. En France, les recherches se déroulent entre autres à Lyon (au Centre de recherche du service d'étude de santé des armées), en liaison avec le Centre des études Bouchet et également des universités à Tarbes. Un certain nombre de « troupes de choc » françaises sont déjà équipées d'armes chimiques (1).

Un marché intéressant

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, on a compté sur notre globe 159 guerres. Fin 1987, trente guerres se déroulaient toujours, qui durent depuis plus de cinq ans. Dans 44 cas (28%), il s'agit d'Etats industrialisés qui mènent des guerres dans le tiers monde (2). Il va de soi que l'industrie s'y intéresse, s'en mêle et encourage cette évolution. Si elle n'en est pas responsable au départ, elle y fait son beurre.

Cela nous ramène à Halabja. Et à la question : d'où venait donc ce gaz ? Où donc se trouvent, derrière les exécutants, ces compli-

blanc qu'ils nous est nécessaire de chercher partout où s'installent guerre et oppression ?

Dans ce cas précis, c'est le *New York Times*, qui a trouvé la première piste, d'après lui, déjà au printemps 1984, les deux entreprises ouest-allemandes Karl Kolb et Pilot Plant livraient des installations de laboratoires pour le développement de pesticides à l'Irak. Le journal demandait si ces instal-

lations ne servaient pas plutôt à la production d'armes chimiques.

Le gouvernement de la R.F.A. a tout d'abord réagi par les explications évasives qu'on peut imaginer ; mais même les représentants des deux entreprises n'ont pu nier que ces laboratoires puissent être « un grand renfort » pour la production du gaz toxique.

Depuis l'été 1987, la « Société pour les peuples menacés » (Gesellschaft für bedrohte Völker)

à Göttingen, R.F.A., affirmait que l'entreprise Kolb livrait l'équipement pour la production de gaz moutarde et tabun. Kolb a porté plainte contre cette petite société. La guerre entre David et Goliath s'étant provisoirement terminée pour un troublant « match nul », la société répéta courageusement ses accusations, en expliquant de quelle façon ces armes chimiques peuvent être développées directement à travers les pesticides.

Inversement, les pesticides ne sont que des armes chimiques transformées et lancées sur le marché civil. (Exemple : les stocks d'« agent orange » de la guerre du Vietnam ont été utilisés au Brésil pour l'agriculture...) Les instructions suivent leur cours, dans cette affaire, depuis la fin de l'année 1987. Mollement, mais au moins, l'opposition au Parlement de Bonn a posé la question : oui ou non, certaines entreprises allemandes gagnent-elles de l'argent dans la production de gaz toxiques pour l'Irak ? Et, d'après le magazine autrichien *Profil*, la R.F.A. devient aujourd'hui également active en Iran : l'entreprise chimique Lurgi de Francfort est, depuis trois mois, en train d'installer une usine chimique de pesticides. Pour mieux faire pousser les dattes ?

DAGMAR

(1) Voir Construire la paix, Jean-Marc Lavielle, 1988, *Chronique Sociale*, 69000 Lyon, Collection « Synthèse » et Les armes de destruction massive et la politique de défense française, Yves Le Henaff, Revue Trimestrielle, 77390 Verneuil-l'Étang, Publ. n° 79/80.

(2) Selon une étude faite à l'Université de Hambourg, R.F.A.

(3) Gesellschaft für bedrohte Völker, 3400 Göttingen, tél : 551 5882, R.F.A.

GUATEMALA

La situation actuelle

AU Guatemala il existe depuis de nombreuses années un grave conflit social, né d'une situation permanente d'injustice dans la distribution des richesses. La terre et les moyens de production sont dans peu de mains, et la grande majorité de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté. Par exemple sur le territoire de Chimaltenango, sur 100 maisons, 78 n'ont pas d'installation électrique et 84 n'ont pas de système de drainage (eaux usées, W.C., etc) ; 84% des enfants souffrent à un degré considérable de dénutrition et près de 62% d'entre eux n'ont aucune possibilité d'être scolarisés.

En rapport avec ceci, il faut dire que la population indigène a été continuellement marginalisée et écartée de tous les moyens de participation politique, économique et sociale et dans beaucoup d'endroits du pays sévit une discrimination raciale.

Les groupes armés

Dans les dernières années sont apparus au Guatemala divers groupes armés, qui affirment vouloir libérer la population de cette situation d'injustice, par exemple l'E.G.P. (Ejército Guerrillero de los Pobres ; Armée de guérilla des pauvres), le P.G.T. (Partido Guatemalteco del Trabajo ; Parti guatemalteco du travail), la O.R.P.A. (Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas ; Organisation révolutionnaire du peuple en armes), le C.U.C. (Comité de Unidad Campesina ; Comité d'unité paysanne).

Toutes ces organisations affirment lutter pour une libération intégrale du peuple et pour la construction d'une société meilleure ; cependant toutes ont des intérêts politiques suffisamment définis et luttent pour le pouvoir.

Cette situation de guerre des guérillas a commencé en 1966 et continue à ce jour, avec un point culminant entre 1972 et 1982 où elle s'est intensifiée de façon spectaculaire.

L'armée guatémaltèque, durant ces années, a augmenté sa présence militaire de 50% sur tout le territoire. Une lutte armée a commencé en même temps que l'armée combattait la subversion et réprimait le peuple dans toutes ses manifestations d'organisation et tentatives de promotion sociale. Ce qui a provoqué de la part du peuple une haine déterminée envers l'institution armée et une plus grande inclination et un appui aux groupes de guérilleros.

En 1986, avec l'arrivée du gouvernement civil (le premier depuis 30 ans) la guérilla fit une trêve dans ce conflit, qui fut prolongée durant les premiers 18 mois du nouveau gouvernement. Cependant ces derniers 6 mois, la guérilla a de nouveau entrepris des actions isolées, surtout dans le secteur de Solola (Santiago Atitlan, Santa Maria Visitacion, Guineales) et dans le nord de Suchitepequez (Chicacao), bien qu'il y en ait eu d'autres dans les secteurs Nord-Ouest du pays.

La répression militaire

Face à ces actions isolées de guérilla, l'armée a réagi par une répres-

sion généralisée, bombardements de villages et hameaux ; elle soumet la population à des contrôles au moyen des pôles de développement et des patrouilles civiles d'auto-défense (recrutement sans avis), de séquestrations de tortures et de meurtres, afin d'obtenir que la population civile dénonce la guérilla. Il reste une forte présence de « confidentiales » (« espions »), c'est-à-dire des informateurs qui vivent déguisés au milieu de la population et s'informent de tout mouvement d'organisation populaire ou de travail de promotion sociale, ce qui est immédiatement réprimé. Ceci explique la situation vécue dans la région de Solola durant les derniers mois.

La répression est sanglante. Comme exemple on peut donner l'histoire de ce pauvre habitant (22 ans) de Patzún (pas très loin de Solola) qui, rentré du service militaire obligatoire, au cours duquel il avait assisté à des actes de violence, était devenu un témoin gênant. Résultat, afin qu'il ne puisse rien raconter, des militaires lui ont rendu visite et l'ont massacré ainsi que sa jeune femme de 20 ans ; le bébé n'a eu la vie sauve que parce que sa mère l'avait couvert de son corps. Il a été relevé 21 impacts de balles sur les murs ensanglantés, mais aucune douille sur place, plus de traces. Qui peut dénoncer ça sans risquer de subir le même sort ? C'était il y a deux mois au Guatemala.

PASCAL (Gr, Louis-Lecoin)

GRANDE-BRETAGNE

La décadence du premier pays industrialisé

Lors d'un récent voyage en Grande-Bretagne, nous avons rencontré plusieurs compagnons anarchistes. Après avoir discuté longuement avec eux, nous avons décidé de vous faire partager une partie de leurs réflexions sur la situation de ce pays, où l'industrie de production a été peu à peu détruite au profit des entreprises de service, style banques, assurances, services informatiques, etc. Tout cela, bien sûr, avec de nombreux licenciements à la clef, une casse des syndicats par voie législative et 5 millions de chômeurs dont une partie n'est pas reconnue.

Relations internationales

— **Relations internationales :** La Grande-Bretagne a été le premier pays industrialisé et, pourtant, aujourd'hui, elle subit une crise sociale et économique particulièrement forte, notamment en comparaison d'autres pays européens. Qu'en pensez-vous ?

— **Albert :** Eh bien, la Grande-Bretagne a été le premier pays industrialisé ; elle a fait la révolution industrielle. Cela engendra le capitalisme qui devint très fort au XIX^e siècle et, de plus, ce pays possédait un empire colonial gigantesque. C'est d'ailleurs, peut-être, parce qu'elle était en avance sur les autres pays qu'elle déclina la première. Et elle déclina parce que la classe bourgeoise devient de plus en plus riche et la classe travailleuse, si elle ne devient pas nécessairement plus pauvre, est plutôt paralysée, totalement impuissante. En particulier la classe productrice a été réduite à une classe domestique ; tout ce qui avait été obtenu lors de cette phase productrice est petit à petit abandonné, et il reste en fait l'industrie des services totalement dépendante de la bourgeoisie.

Et parce que la classe travailleuse a réussi à créer une structure de salaire minimum, la classe capitaliste envoie faire le travail ailleurs, dans d'autres pays, ce qui entraîne un déclin de l'industrie locale. Et c'est principalement la raison pour laquelle nous faisons face à la crise économique, avec en particulier, la classe dominante qui s'éloigne de plus en plus de la classe travailleuse et une société qui se dégrade.

— **Jessica :** D'une certaine manière, la classe capitaliste avait besoin et spéculer en mettant en place de nouvelles industries, de manière à soutenir le plus d'argent possible de la classe travailleuse. Aujourd'hui, elle n'en a plus besoin, elle peut utiliser soit la Bourse, soit d'autres types de réseaux capitalistes pour faire fructifier son argent et s'enrichir davantage. Et comme le décrit Albert, une classe productive n'est plus nécessaire.

— **Léo :** Avant, les industries, grandes utilisatrices de travailleurs faisaient que le chômage était très réduit. Aujourd'hui, le déclin des industries du charbon, de l'acier, etc., a entraîné un accroissement en masse du chômage avec, bien sûr, une indifférence totale de la part de la classe capitaliste. (...)

— **R.I. :** Quelles sont, pour vous, les raisons de ce déclin ?

— **Albert :** Je pense que les raisons sont les suivantes : la classe travailleuse qui a eu divers opportunités d'effectuer des changements dans les années 1930-1940, de grandir jusqu'au point où on n'était pas loin d'une révolution sociale. Mais les tendances, à l'origine de la Première Guerre mondiale, s'opposèrent à cela en dirigeant les travailleurs vers le national-chauvinisme. De plus, l'importance prise par le parti communiste et par le social-réformisme n'ont pas aidé aux changements sociaux nécessaires. (...)

Il n'y avait plus de réelle opposition à ce qui, en fait, était en train de deve-

nir un coup d'Etat. Aujourd'hui, par exemple, on peut assister à quelque chose de similaire ; le « big bang » économique qui est en train de se produire dans la ville de Londres, et plus précisément dans la « City » (1) est en quelque sorte un coup d'Etat économique. La différence par rapport au coup d'Etat napoléonien, par exemple, est essentiellement d'ordre économique.

— **Thierry :** Il faut ajouter que les principales industries dans le pays ne sont pas les industries de fabrication ou l'agriculture, mais bien toutes les industries de services et, suite à cette « désintégration », le développement croissant des industries au noir, souterraines, des petits boulots également. Ce qui fait que le temps n'est plus aux grands syndicats. Le plus grand syndicat existant aujourd'hui est celui des transports, et il ressemble plus à une confédération générale qui regroupe de plus en plus d'autres types de petits boulots. C'est, de plus, un syndicat totalement réformiste.

— **Léo :** Ces industries de services, par tradition, n'ont jamais été très syndiquées dans ce pays. En fait, en Grande-Bretagne, les syndicats ont été les plus forts dans l'industrie lourde et on comprend ainsi, rapidement, la situation actuelle.

— **Peter :** Oui, avec des travailleurs organisés comme l'ont été les mineurs, les capitalistes ont réagi en imposant du charbon de Pologne

une alternance entre le Parti conservateur (« Tories ») et le Parti travailliste. Depuis dix ans, il semble que les Tories tiennent bien le coup et, malgré les ravages qu'ils causent au niveau social, se maintiennent au pouvoir. Quelle différence, si différence il y a, entre les deux partis ?

— **Terry :** Le Parti travailliste a été jusqu'à présent un mélange de socialisme d'Etat et de social-réformisme. Il a une fraction de droite et une de gauche. La première est représentée par les sociaux-démocrates et la seconde par des socialistes d'Etat, comme les trotskistes par exemple. Les Tories sont aussi divisés en tendances de gauche et de droite. On y retrouve notamment ceux qui se dénomment eux-mêmes Nouvelle Droite, misant tout sur les privatisations, et qui se réclament du « minimum d'Etat », ce qui doit être traduit par plus de pouvoir aux capitalistes.

— **Albert :** Il est aussi intéressant d'analyser parallèlement qui existe entre, d'un côté, la prétendue Nouvelle Droite du Parti conservateur et la tendance trotskiste, appelée « Militant », du Parti travailliste. Il est d'ailleurs étonnant de voir que la Grande-Bretagne représente un des seuls pays où les trotskistes réussissent à représenter une force significative. Comment ont-ils réussi ? Parce qu'un des divers partis trotskistes a découvert le secret du Parti travailliste, un peu comme un secret honteux qu'il cachait dans un

d'autres alternatives possibles à l'intérieur du système.

— **Margaret :** On peut dire que le S.D.P. (Parti social-démocrate) représente une bonne image de la politique britannique : tantôt il tanguait à gauche et tantôt à droite. Et puis il y a eu son alliance avec le Parti libéral, cela n'est pas étonnant lorsqu'on voit que certains de ses membres viennent du Parti conservateur et l'autre du Parti travailliste. Dans la pratique, chacun profite de l'avancée dans la répression que l'autre a réussi à opérer.

— **R.I. :** Il y a eu beaucoup de licenciements ces temps-ci. Quand les grands licenciements ont-ils débuté ?

— **Albert :** Avec le social-réformisme, l'idée de chômage s'est développée et on voit des secteurs, où les syndicats étaient forts, victimes de licenciements importants. Cela a été le cas, par exemple, dans les chantiers navals, cependant, jusqu'à présent, le licencié pouvait recevoir des indemnités de licenciement importantes. Ce qui ne satisfait pas beaucoup les capitalistes. Aujourd'hui, on voit, par exemple dans la presse avec Murdoch, des patrons qui profitent de ce nouveau climat créé par Mme Thatcher, pour échapper aux paiements des indemnités. Ces licenciements illégaux leur reviennent, en fait, moins chers que de payer les indemnités et notamment ils sont grandement aidés par l'arsenal législatif...

beaucoup de modernisme et, en même temps, réduit au chômage et détruit des pans entiers de l'industrie. Pourtant il ne cesse de parler de la création de nouveaux postes de travail, qu'en est-il réellement ?

— **Thierry :** Ce genre d'industries dont parle le gouvernement est composée de l'informatique, du traitement de données des nouvelles technologies. Là où on retrouve également des créations de postes, c'est dans les institutions financières, les professions libérales comme les consultants.

— **Jessica :** A propos, une boutade circule : la télévision montre chaque semaine le bilan des emplois perdus et créés dans le pays. Cinq cents emplois perdus ici, six cents ailleurs et un emploi gagné, là-bas dans un Mac Donald !

— **R.I. :** Le chômage n'est pas mauvais pour tout le monde. En effet, le patronat sait utiliser le chômage quand il en a besoin. Il en vient même à dire que le chômage est désormais inévitable et en parle comme une providence sur laquelle on ne peut agir. Pourtant, la croissance du chômage continue. Certains disent que le capitalisme saura absorber le surplus de sans-emplois et éviter les problèmes, d'autres disent que la situation sera bientôt explosive et que le capitalisme ne résistera pas. Qu'en pensez-vous ?

— **Margaret :** Je crois que le capitalisme peut tout à fait survivre avec un nombre très important de chômeurs. Je crois, de plus, que l'éducation joue là un grand rôle dans la mesure où les réactions des parents concernant le chômage passent complètement, ou en partie, vers leurs enfants. De plus, avec les petits boulots, les gens arrivent plus ou moins à se débrouiller pour survivre, mais ils ne sont plus syndiqués et leur situation générale devient très fragile. Je ne crois pas qu'il y ait de véritable différence entre la pauvreté en Grande-Bretagne et celle d'un pays du tiers monde.

— **Léo :** Oui, je crois que le chômage peut encore croître sans poser de problèmes au capitalisme. Il n'en a pas encore atteint la valeur limite. Ce qui fera la différence, c'est s'il y a une résistance qui se crée, soit de la part des chômeurs, soit de la part des gens qui travaillent et qui s'organisent avec les chômeurs.

— **Jessica :** Il y a eu, il y a quelques temps, une réunion de la Fédération des chômeurs. Deux points ont été obtenus : ce n'est pas à travers les partis que le chômage va diminuer ; la demande d'un salaire minimum d'au moins 1 200 francs par semaine.

— **R.I. :** Existe-t-il des exemples de luttes communes entre des chômeurs et des travailleurs, ou des précaires ?

— **Jessica :** Je connais le cas d'une agence de l'emploi où les employés étaient en grève et à qui les chômeurs du coin sont venus en aide.

— **Léo :** Concernant les précaires, il faudrait également parler des stages de formation pour les jeunes qui sont censés leur apporter un travail mais qui, en fait, ne leur rapportent rien ; un peu comme les T.U.C. ou les S.I.V.P. en France. Ce genre de travaux est réservé aux jeunes entre 16 et 19 ans, encore une catégorie à laquelle les syndicats ne se sont pas intéressés.

— **Albert :** Il faut aussi songer aux conditions des non-britanniques, des jeunes filles au pair qui travaillent dans des conditions d'exploitation maximales, qui font les travaux les plus pénibles et qui ne reçoivent rien en retour, si ce n'est le prétendu apprentissage de la langue anglaise.

Propos recueillis par les Relations internationales

(1) City : centre des affaires de Londres.



Manifestation de jeunes chômeurs en 1981 : « Donnez-nous un avenir ».

(pays des travailleurs par excellence !), d'Afrique du Sud (contrôlé par des racistes) et, aussi, ont pu briser toute grève qui surgissait. La classe capitaliste est beaucoup mieux organisée au niveau international que les travailleurs. Grâce à son empire, la classe dominante britannique s'est étendue à d'autres pays alors que les syndicats sont restés très locaux et n'ont pas cherché à développer et organiser les travailleurs dans les colonies.

Ces mêmes syndicats doivent aujourd'hui faire face à des multinationales, dont le siège se trouve dans d'autres pays (en Occident, en Asie ou dans les pays de l'Est), et qui créent des industries là où les syndicats sont soit réprimés par des militaires soit désorganisés.

— **R.I. :** Venons-en maintenant au monde politique, ou plutôt politique de ce pays. Pendant des années, vous avez eu au pouvoir

tiroir. En fait, au départ, alors que ce parti semblait être un parti de masse, il était plus ou moins bien tenu par une dizaine de membres. Et il suffisait de quelques étudiants ou ex-étudiants, ayant une forte volonté, pour s'infiltrer et prendre un à un les postes au Parlement. Malgré cela, certains membres non acceptés par « la maison mère » partirent et formèrent le Workers Socialist Party, fraction la plus à gauche dans le Parti travailliste. En fait, même si depuis deux ans le Parti travailliste cherche à expulser la tendance « Militant », comme tendance à gauche, celle-ci se retrouve dans la pratique comme utilisant les mêmes méthodes que la tendance de droite du parti. (...)

— **Albert :** Le Parti travailliste a réussi à créer, un peu comme dans les pays totalitaires, une opinion de masse toute faite et artificielle. Ils ont fait croire aux gens qu'il existait

— **Léo :** Il n'y a pas de coïncidence ! Ces trois dernières années, il y a eu trois grandes grèves : les chantiers navals, les mineurs et la presse, là où les syndicats étaient les plus forts. Le gouvernement les a pris un par un et a réussi à les réduire au silence. Après ceux-là, il y en aura d'autres. Par exemple, le syndicat de l'enseignement.

— **Jessica :** Un changement qui semble intervenir, et en particulier dans le Nord, c'est que les hommes ont été licenciés pendant que les femmes trouvaient du travail dans les industries de service et dans l'électronique. Ainsi, dans de nombreux cas, ce n'est plus l'homme qui amène l'argent à la maison mais la femme, qui est devenue le pôle financier tout en continuant à faire son travail à la maison, soit une double exploitation.

— **R.I. :** Le gouvernement britannique, comme d'autres, parle

FORUM-DÉBAT

« Terrorisme et révolution »

Il y a encore peu, les révolutionnaires — auto-proclamés ou reconnus comme tels — avaient à l'égard du terrorisme dit d'extrême gauche une attitude toute de distance. Le terrorisme ? Le fait de quelques agités ! De quelques déséquilibrés ! De militants de la lutte armée en retard ou en avance d'une révolution et acculés au désespoir ou à la dérive ! Et en tout état de cause trois gouttes de sang sur les murs ruisselants des abattoirs du terrorisme d'Etat ! Pas de quoi fouetter un chat, donc ! Pas de quoi, pas de quoi ?

Aujourd'hui, il semble qu'il n'en aille plus de même. Exit quasiment la connotation politique et l'insignifiance statistique du terrorisme d'extrême gauche dans le grand livre de la mort planifiée ! Sous couvert de morale et accessoirement d'inefficacité, on n'a pas de mots assez durs pour clouer au pilori de l'opprobre, et les besogneux de l'assassinat de hasard, et les forcenés austères de la lutte armée.

Comme on le voit, en quelques années, un véritable renversement de perspective s'est opéré à l'encontre du terrorisme. Hier épiphénomène, marginal et accessoire, il est désormais devenu central et obsédant.

Bien évidemment, à l'appui de ce virage à 180 degrés, on peut toujours avancer que l'ambiguïté qui caractérisait antérieurement l'attitude des révolutionnaires par rapport au ter-

rorisme était inacceptable. Certes ! Certes ! Mais, aujourd'hui, en gommant largement le caractère mineur au plan numérique du terrorisme et sa connotation politique, n'a-t-on pas quitté une ambiguïté pour une autre ? Car en faisant chorus sur l'arbre qui cache la forêt avec tous les bons apôtres du « consensus », ne leur apporte-t-on pas une certaine caution ? Et puis surtout, en quoi le moralisme présent nous aide-t-il à mieux comprendre qu'auparavant les tenants et les aboutissants d'un phénomène ? En quoi nous aide-t-il à nous en prémunir ?

La question mérite assurément d'être posée, car à l'évidence le problème n'est pas d'être pour ou contre l'inacceptable. Il faut être contre. Mais il faut également savoir d'où vient et comment se développe cet inacceptable pour éviter au maximum de le nourrir. Et là, comme dit l'autre, ça interroge quelque part !

Peut-il y avoir rupture révolutionnaire sans violence ? Une rupture révolutionnaire violente peut-elle ou doit-elle éviter la lutte armée ? La lutte armée et ses « bavures » diffèrent-elles fondamentalement du terrorisme ? Le concept de violence de masse permet-il vraiment de rendre l'inacceptable acceptable ? Le terrorisme d'aujourd'hui diffère-t-il ou non de celui d'hier ? Est-il consécutif à une erreur d'appréciation de la

situation historique ou dérive-t-il fondamentalement d'une certaine logique avant-gardiste ? L'avant-gardisme se résume-t-il à sa caricature léniniste ou plonge-t-il tout entier ses racines dans une certaine conception de l'histoire (et de son sens) dominée par un sujet historique central ; dans une analyse du réel toute en infrastructure et en superstructures, en centre et en périphéries ; dans un certain déterminisme et un certain rationalisme ? Les libertaires, dans leur passé, dans leur présent, et dans les concepts qui structurent leurs théories et leurs pratiques ont-ils été, et sont-ils, à l'abri du terrorisme ?

Toutes ces questions et bien d'autres encore seront abordées lors d'un forum-débat sur le thème « Terrorisme et révolution », qui aura lieu à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) le samedi 23 avril 1988, à partir de 16 h. Vous êtes bien sûr invités. Seront présents pour animer ce forum : Jacques Wajnsztein, auteur de *Individu, révolte et terrorisme* paru récemment aux éditions Nautilus ; Anne Steiner, coauteur de *La Fraction armée rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale* paru aux éditions Méridiens Klincksieck ; un membre de l'équipe des *Oeillets Rouges* dont le n° 2 traite du terrorisme.

Jean-Marc RAYNAUD

— « Monde libertaire » : Pourquoi aborder la question du terrorisme ?

— A. Steiner et L. Debray : « Terrorisme » est un mot fourre-tout dont l'avantage idéologique pour le pouvoir et les médias est de confondre des pratiques et des réalités qui, à l'exclusion de l'emploi de la violence, sont très différentes entre elles : mouvements de libération nationale, services secrets, organisations de guérilla issues des luttes de la fin des années 60.

Nous n'étudions pas le terrorisme mais un groupe de lutte armée particulier, la Fraction armée rouge, et notre livre (1) s'inscrit contre tous les amalgames et les confusions entretenus par la plupart des ouvrages consacrés à la question.

— J. Wajnsztein : Elle est venue recouper une réflexion plus ancienne sur la crise des classes du prolétariat et de sa théorie. Mais elle butait sur le problème de l'auto-négation du prolétariat dans la révolution et aussi sur l'absence de mouvement pratique lui correspondant, celui-ci oscillant entre une défense radicale de la condition prolétarienne (Longwy) et des révoltes fugitives (refus du travail, pillage). A partir de là, il me parut nécessaire de prendre en compte la dimension individuelle des refus et des révoltes (2), dimension présente en 68, même si elle était gommée par le rattachement du mouvement à la classe porteuse de la révolution. Cette dimension individuelle de la révolte est encore bien plus présente dans le processus actuel de normalisation qui tend à réduire les pratiques de rupture : le terrorisme m'apparut alors comme une des formes que peut prendre la révolte quand elle cherche à tout prix son débouché.

— « Monde libertaire » : Pourquoi avez-vous privilégié l'analyse du terrorisme allemand et italien ?

— J. W. : J'ai décidé de limiter l'analyse de la lutte armée aux pays industrialisés car elle est issue de mouvements auxquels on a pu participer (Mai 68, mouvement étudiant allemand, Mai rampant italien), mouvements qui ont tous posé les questions des rapports classes/individus, individu/révolte, révolte/violence. Ce qui n'est pas le cas des luttes armées tiers-mondistes ou nationalistes. Et parmi les pays industrialisés, l'Allemagne fédérale et l'Italie présentaient les mouvements de lutte armée les plus forts et les plus significatifs des différences de niveau de dissolution des classes et d'individualisation de ces pays. La lutte

armée en Italie comme dernière tentative d'affirmer la classe, y compris contre elle. En Allemagne fédérale, elle part du constat que la classe « pour soi » est morte avec le fascisme et elle pose le problème du débouché individuel et collectif de la révolte.

— A.S. et L.D. : Nous nous sommes intéressés à la Fraction armée rouge parce que c'est un groupe qui a innové en introdui-

— J.W. : Le terrorisme est à la fois le produit de l'ancien : le politique, la soumission à la Cause, à l'organisation ; et le produit du nouveau : la révolte d'individus qui ne sont plus qu'imparfaitement ou plus du tout reproduits par et dans leur classe et dont la violence exprime justement la nécessité de ce qui n'apparaît à beaucoup que comme l'impossible révolte. La haine n'est plus alors une haine de classe mais

être d'abord qu'individuelle même si elle s'exprime dans la pratique d'un groupe. C'est ce que la R.A.F. a bien compris en reconnaissant dans « tout un chacun qui se refuse, qui ne marche plus et qui lutte », le sujet révolutionnaire.

Mais on observe dans tout groupe, et en particulier dans les groupes soumis aux contraintes de la clandestinité, une tendance à la réification qui se traduit souvent

cher à ces groupes leur prétendue barbarie.

On peut parler de dégénérescence de l'emploi de la violence à partir du moment où un groupe de lutte armée, au nom de l'efficacité, abandonne toute perspective morale. Un groupe qui oublie que la fin n'est autre que l'unité synthétique des moyens, devient cynique : il n'y a plus de processus de discussion, on obéit à des ordres et toute prescription éthique disparaît.

— J.W. : Cette assimilation provient du fait que le terrorisme n'est analysé que comme mouvement politique, spectaculaire, qui se situerait donc sur le même terrain que l'Etat : celui-ci aurait alors beau jeu, en tant que terroriste principal de criminaliser et de manipuler les petits groupes de la lutte armée. Cette analyse n'est pas fautive, mais elle s'interdit de comprendre que le terrorisme est aussi le produit de la révolte d'individus face à une vie dégueulasse, et que toute lutte qui est aussi refus de cette vie-là est déjà illégale, potentiellement criminelle ; il n'y a pas une criminalisation qui ne viendrait que de l'extérieur, qui ne serait que policière, car dans la crise actuelle et la remise en cause des politiques sociales par l'Etat, les pratiques de résistance ne peuvent plus que difficilement se distinguer d'actes traditionnellement jugés criminels (pillage dans les ghettos, squats illégaux, lutte des habitants d'une région sinistrée du Capital, etc.). On assiste d'ailleurs, à la suite du terrorisme, à une véritable banalisation de l'emploi de la violence : ainsi, en Allemagne fédérale, les luttes antinucléaires violentes, la lutte des squats de Hambourg, les luttes pour l'environnement de Francfort. Ce qui reste du « mouvement » et des partisans de la lutte armée se retrouvent dans le développement d'un anti-étatisme de plus en plus virulent, contre cette « démocratie totalitaire » dont la base est censée interioriser le consensus démocratique. Les mécontents de tous horizons n'hésitent plus à utiliser plasticages, incendies criminels pour se faire entendre. A partir de là, la question de l'illégalité, de la criminalisation, n'a rien d'extraordinaire. Comme le dit F. Teufel, ancien du Mouvement étudiant, membre du « 2 Juin » et emprisonné pendant plus de dix ans : « Cela peut arriver à tout le monde comme de marcher sur une merde de chien ».

(1) A. Steiner et L. Debray, *La Fraction armée rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Editions Méridiens Klincksieck.
(2) J. Wajnsztein, *Individu, révolte et terrorisme*, Editions Nautilus.



sant, dans sa théorie, un sujet révolutionnaire qui ne représente plus ni les masses, ni le prolétariat, ni une quelconque entité ethnopolitique, mais qui se confond avec l'individu qui refuse ce système et qui lutte.

La pratique du groupe est cohérente avec sa théorie : elle exclut toute démarche pédagogique, à la différence des Brigades rouges qui se situent encore dans une perspective ouvrière. Pour la R.A.F., il n'y a pas de « mission historique » de la classe ouvrière : la révolution n'est plus qu'un processus cumulatif et une évaluation, même dialectique, des rapports de forces est impossible.

L'émergence de la R.A.F. constitue vraiment un fait nouveau.

— « Monde libertaire » : Alors que l'on associe souvent le terrorisme au fanatisme et à la soumission totale à la Cause, vous en faites ressortir la dimension individuelle, pourquoi ?

une haine générale qui ne peut se fixer, qui n'a pas de limite car elle ne s'attache pas à un caractère particulier de la société ; elle n'a pas de sens apparent et elle ne cherche ni à convaincre ni à se faire admettre. C'est pour cela qu'elle fait peur et que la marge est étroite d'avec la barbarie.

— A.S. et L.D. : Nous pouvons observer que dans la société « libérale avancée », l'individu est traité comme un produit sérialisé : électeur, sondé, consommateur et téléspectateur. On ne reconnaît son individualité que dans les pratiques répressives : fichage, avis de recherche, quartier d'isolement...

Dans une société « unidimensionnelle » au sens Marcuse donnait à ce mot, c'est-à-dire une société où la répression est interiorisée et où l'individu perd jusqu'à la conscience d'être opprimé et dominé, dans une société où règne le broyage et l'atomisation, la révolte ne peut

par la production d'un discours stéréotypé. Plus un groupe est hiérarchisé, plus son idéologie est sommaire, et plus la référence à une « cause » abstraite apparaît.

— « Monde libertaire » : Peut-on dire que le terrorisme est une dégénérescence de l'emploi de la violence qui l'amènerait à se situer sur le même terrain que la violence de l'Etat ?

— A.S. et L.D. : On peut remarquer que les seuls groupes de lutte armée européens qui ont revendiqué des attentats terroristes, c'est-à-dire non ciblés, sont des groupes nationalistes (E.T.A., I.R.A.) qui agissent déjà avec une logique étatique. Ces groupes qui se situent du côté des dominés ont cependant une caution morale supérieure à celle des Etats légitimes, et ce n'est de toute façon pas à ces derniers, qui terrorisent les populations civiles notamment par la menace constante du nucléaire civil et militaire, de repro-

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

CINÉMA

« Cry Freedom »

AFRIQUE du Sud. Pays de la honte et du racisme officiel. Année 1977. Le leader noir Steve Biko, militant et grande voix de la conscience noire, est placé en résidence surveillée à cause de ses prises de position « subversives » contre la politique de l'apartheid. Rédacteur en chef d'un quotidien sud-africain de la gauche libérale le journaliste blanc Donald Woods est persuadé que Biko est un raciste noir et n'hésite pas à l'écrire dans un de ses éditoriaux. Une militante de la conscience noire, écoeuvrée par l'article de Woods, va mettre le journaliste en contact avec Steve Biko. Woods rencontre alors Steve Biko, et Biko va lui montrer de quelle façon le peuple noir vit en Afrique du Sud. Le journaliste va découvrir les ghettos, la discrimination raciale et la répression policière. Il rencontre des militants et écoute le cri de révolte et de liberté de Steve Biko. Woods prend vite conscience de la nécessité de se battre contre l'apartheid et pour une Afrique du Sud fraternelle où Noirs et Blancs vivront libres et égaux.

La répression policière et la censure

Woods va alors être victime lui aussi de la répression policière et de la censure. Et quand Steve Biko est arrêté, puis assassiné par les flics, Donald Woods continue la lutte et réclame la vérité sur la

mort du militant noir. Il sera placé en résidence surveillée pour cinq ans. Il commence alors à écrire un livre sur Biko et, parce qu'il ne peut plus rester en Afrique du Sud, monte avec l'aide d'amis blancs et noirs un plan d'évasion pour quitter ce pays qui est devenu sa prison.

En adaptant pour le cinéma les deux livres du journaliste Donald Woods, *Vie et mort de Steve Biko* et *Asking for Trouble*, le cinéaste anglais Richard Attenborough vient de réaliser avec *Cry Freedom* (*Le Cri de la Liberté*) un des films les plus importants de ces dernières années. Ce film qui retrace les derniers mois de vie, de combat, et la mort tragique de Steve Biko ainsi que la rencontre entre deux hommes que pas grand-chose ne prédisposait à se connaître et à faire un bout de chemin ensemble, est un des plus puissants cris de liberté contre l'apartheid.

Dans une interview récente, Richard Attenborough explique ainsi sa démarche : « Je crois que nous pouvons modifier la situation en Afrique du Sud en faisant comprendre à ces gens combien le reste du monde éprouve du dégoût face à cette situation. Il faut faire comprendre à Thatcher et à Reagan que ce n'est que par des sanctions que pourra s'exprimer notre condamnation du régime (...) *Cry Freedom* ne réclame pas de sanctions, n'appelle pas à une insurrection armée. Il dit, tout simplement, qu'il existe dans un pays une situa-

tion inadmissible. C'est la seule chose que je peux prétendre accomplir en tant que réalisateur ». (1)

Un film dur et intelligent

Les images qu'Attenborough nous montre de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui — 11 ans après la mort de Biko, rien hélas ! n'a changé — sont chargées de violence. La violence d'un Etat qui assassine un peuple. La misère qui règne dans les ghettos noirs, les méthodes répressives d'une police qui n'hésite pas à tirer à bout portant sur des manifestations de lycéens ou à torturer et à assassiner des militants arrêtés, l'hypocrisie et le mépris des dirigeants, la censure et ce quotidien de la trouille et de la haine entretenue par un régime que Richard Attenborough qualifie de « nazi ».

Pourtant l'espoir est présent dans *Cry Freedom*. Il y a des images qui sont à ce niveau-là d'une force incroyable. Ainsi, l'enterrement de Steve Biko. Dans cette scène (où Richard Attenborough a utilisé 20 000 figurants), on retrouve la force imposante des enterrements de militants noirs en

Afrique du Sud tels que la télévision nous les montre parfois. Les portraits de Steve Biko brandis par la foule, les drapeaux et les banderoles en jaune et noir, les chants de lutte. La colère d'un peuple. Le cri de la liberté.

Au milieu de la foule, le visage d'un petit garçon blanc aux beaux cheveux blonds. Un enfant juché sur les épaules de son père, qui regarde et qui peut-être comprend. Et, plus loin, près du cercueil, les larmes d'un petit garçon noir, le fils de Steve Biko. Ces deux visages d'enfants noir et blanc, c'est le message d'espoir du réalisateur. Le symbole d'une Afrique du Sud libre. Et belle comme les paysages survolés par l'avion de Richard Woods. Le vol de l'exil.

Il faut voir *Cry Freedom*. Voilà un film dur et intelligent, un film aussi d'une beauté déconcertante. Un fabuleux message d'espoir pour le respect de la dignité humaine. *Cry Freedom*, le cri de la liberté.

Pascal DIDIER

(1) Interview de R. Attenborough dans le magazine de cinéma Starfix (mars 1988).

Au dernier moment

Il n'est peut-être pas trop tard pour assister au spectacle de France Léa, jusqu'au 23 avril, à 22 h, au Café de la Danse (1). Avec Daniel Mille aux instruments, Bernard Balmot et Jean-Louis Maye pour les photos et la conception des décors, Isabelle et Elvina de Amaral pour les costumes et le maquillage, France Léa nous invite à suivre ses errances : « J'ai creché dans la voix de Lou Reed / arpenté le pavé de Londres / dans la hanche de Bowie », « J'ai voyagé dans les petites phrases / que les gens laissent tomber en passant », « Y'a pas de pays, y'a qu'la vie » / répétait un vieux guyanais / dans le métro bondé d'un soir / On n'est pas des T.G.V., on est des tortillards / disait quelqu'un d'autre / autre part ».

Le choix sera difficile : samedi 23 avril, à 20 h 30, Patrick Kipper et le Théâtre en actes présentent au Cithéa (2) Marie Illianek, Véronique Merveille et Fabienne. Trois chanteuses, trois styles différents. De Marie Illianek, « son talent dérange, qui tantôt pousse au crime du rire, tantôt ensorcelle dans l'absolue mesure de rythme ». « Rigueur du geste, précision du geste, textes oniriques », Véronique Merveille est « une jeune chanteuse qui mérite le détour ». Quant à Fabienne, à vous de la découvrir au Cithéa. Signalons que samedi 30 avril, même lieu, même heure, Fanny Jacquin, Muriel Varancas et Anne Trébaol se produiront dans un nouveau spectacle.

Enfin, en hommage aux victimes du franquisme, José Menese et Enrique de Melchor (flamenco), et F. Montaner et E. Fraj (chant et poésie), donneront un spectacle au T.L.P. (3) lundi 2 mai, à 20 h.

SECUNDO

(1) Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris ; tél. : 43.57.05.35 (le prix des places est de 90 F, et de 70 F pour les porteurs de la carte de soutien à Radio-Libertaire).

(2) Cithéa, 112, rue Oberkampf, 75011 Paris ; tél. : 43.57.35.13 (le prix des places est de 60 F, et de 45 F pour les porteurs d'une carte de soutien à Radio-Libertaire).

(3) T.L.P.-Déjaset, 41, boulevard du Temple, 75010 Paris ; tél. : 42.74.20.50 (le prix des places est de 130 F, et de 90 F pour les porteurs de la carte de soutien à Radio-Libertaire).



Entre Renaud et Chérid

Le Renaud nouveau est arrivé ! On aime ou on n'aime pas ses chansons. On aime ou on n'aime pas ses prises de position politiques (1). Mais, bon, objectivement, *Putain de camion*, j'aime bien. La (belle) pochette est noire, aussi noire que l'ambiance qui règne sur ce disque. Au passage, il égratigne le Top 50, les sociaux, les cons (on ne peut pas tous les citer). La nostalgie pèse dur, aussi : Coluche réapparaît, comme le temps perdu, comme la misère, et le vieux Paris aussi, qu'on détruit consciencieusement en expulsant les prolos sur la périphérie...

Le gros morceau du disque est sans aucun doute *Triviale poursuite*. Je défis quiconque tient ce journal entre les mains de ne pas avoir de frissons en écoutant cette superbe chanson... Moi, elle me donne envie de gueuler aux braves gens que les Blacks de Soweto ne sont plus seuls face aux chiens des flics, que Machoro n'est pas mort pour rien, et que la lutte ne s'arrête pas aux élections, quoi qu'on en dise, enfin !

Pour *Bizar* de Chérid, si vous ne l'avez déjà écouté, faites-le vite, quoi ! Pas aussi formidable que *Anne, ma sœur Anne*, mais tout de même fort intéressant... Rythmes endiablés, tristesse inspirée, textes bien placés, arrangements musicaux dignes de ce nom. Bref, irréprochable. A écouter avec attention entre autres : *Le gros blond* et *Révolution*. Qui a dit que la chanson française n'avait pas de relève assurée ?

Daniel DENIM

(1) Cf. Monde libertaire n° 699 et Paroles et Musiques n° 6.

« Vie de Milena »

JANA est une toute petite fille lorsque, pour la dernière fois, elle voit sa mère dans les couloirs de la Gestapo à Prague. Quatre ans plus tard, elle apprend sa mort... Cela pourrait être le point de départ d'un roman émouvant mais voilà, ce n'est que pure réalité, et cette femme qui va connaître la déportation à Ravensbruck, et y mourir, n'est autre que Milena Jesenska. Qui mieux que sa fille pouvait éclairer le monde sur cette personnalité remarquable, sur cette femme insolite et courageuse, cette intellectuelle de l'entre-deux-guerres déclarée « persona non grata » en Tchécoslovaquie pour ses prises de positions antiaustriennes.

Révisée par Franz Kafka, Milena est aujourd'hui à la mode comme bon nombre de personnalités marquantes le deviennent à leur mort. Entrée au parti communiste, elle fut une des plus radicales journalistes. Plus tard, lorsqu'elle se vit que se passait dans la « patrie de tous les

opprimés », elle rompit avec le parti et dénonça la désinformation et la dictature marxiste. Comme elle dénoncera les sévices des nazis des Sudètes et les faux de la propagande de Goebbels.

Prague occupée, elle consacra ses forces à la lutte clandestine et cette activité la conduira en déportation pour ne jamais revenir. Attaquée par ses anciens amis, son souvenir effacé des mémoires dirigeantes au nom de la « sacro-sainte épuration », Milena suscite aujourd'hui l'intérêt, y compris auprès des Tchèques. Jana, sa fille, eut pourtant à souffrir de cette « chasse aux sorcières » car elle n'était que la fille d'une ennemie de l'Union soviétique. Au départ biographie personnelle, mais surtout document historique sur une rebelle, ce livre est une tranche de vie à découvrir !

BRUNO (Région toulonnaise)

Jana Cerna, Vie de Milena, éditions Maren Sell et Cie.

POLAR

« Découpe sombre »

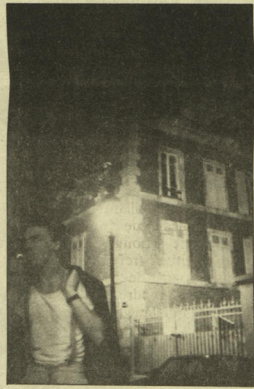
J.-P. Demure confirme son talent d'auteur de polar. Après des débuts sympathiques mais un peu trop mélo, il nous avait livré l'année dernière *Aix abrupto*, une vigoureuse satire des magouilles politiques (grand prix de littérature policière). Aujourd'hui, il récidive en montrant que son style s'est bonifié avec le temps. Les excès sentimentaux du début se sont transformés, *Découpe sombre* est un authentique roman populaire dont on croyait la sève tarie, mais sans misérabilisme.

Victor est un petit zonard de banlieue qui dérobe dans les supermarchés avant de se livrer à la fauche industrielle. Mais la rencontre avec un boucher va le faire entrer dans le monde du travail, le travail de la viande avec ses rites et ses castes au sein de la corporation. Evidemment une boucherie devait nécessairement déboucher sur un meurtre ! Voilà qui fera plaisir aux végétariens !

On sent cependant à la lecture que l'intrigue proprement dite n'est pas non plus importante pour Demure. Comme beaucoup de nouveaux auteurs de polars, il s'attache à montrer une société avec ses problèmes, ses ratés, et de rares instants de liberté. Une littérature à visage humain, on avait fini par l'oublier en ces temps maudits.

Yves B.

Découpe sombre, J.-P. Demure, Série noire n° 2128.



Frère Pierre nous a quittés

Ils étaient deux, Jacques et Pierre Prévert. Ils ont promené leur tendresse, leurs blagues, leur poésie durant toute leur existence commune, unis comme les deux doigts de la main. Jacques est mort le 5 avril 1988. Comme témoignage de leurs talents respectifs, mais surtout de leur complicité unique, il nous reste une série de films réalisés par l'excellent cinéaste qu'était Pierre Prévert et qui, de la mi-avril à la fin mai, sont projetés dans le cadre de la rétrospective : « A la rencontre de Jacques Prévert » par la cinémathèque de Chaillot. Allez surtout voir « L'affaire est dans le sac », « Adrien Léonard » avec Charles Trénet, « Le voyage surprise... chefs-d'œuvre d'humour surréaliste et de phantasmes contestataires ».

Florence GUILLAUME

Cinémathèque du Palais de Chaillot, 9, avenue Albert-de-Mun, 75016 Paris, métro Trocadéro (entrée : 18 F et 9 F en tarif réduit).



— « Le Monde libertaire » : Regardez les exemples ! Qu'est-ce que Geismar est devenu ? Ceux qui ont vécu Mai 68 étaient désespérés, ils ont vécu la déportation aussi ! Tu n'as pas vécu Mai 68 parce que tu étais en taule. Donc, tu ne peux pas être nostalgique de 68. Mais par contre tu faisais partie de ces marges qui ont été capables de saisir les retombées positives du mouvement de Mai 68, qu'avaient déjà abandonnées les « industriels » comme les organisations syndicales.

— Jacques Lesage de La Haye : On ne l'a fait aussi concentré qu'en Mai 68. On l'a fait pendant dix ans. Et pendant dix ans on l'a vécu aussi profondément. Et on a essayé de participer à la transformation du tissu social, de l'opinion quotidienne, de la vie politique, de tous les mouvements de société. Coordonnait plein de groupes éclatés qui existaient dans toute la France et dans toute l'Europe : quand on a fait le rassemblement international à Strasbourg, ils arrivaient de partout (affaire Croissant, Prima linéa). On se coordonnait avec plein de gens. Et ce qu'il y avait d'extraordinaire dans tous ces gens, ce qu'il y avait d'intéressant, était qu'on s'appuyait sur les luttes de ces gens-là. Automatiquement, que ce soit des anars, des trotskistes, des



écologues, des syndicalistes même, même des P.S.U., on était toujours en union avec ces groupes et mouvements. C'était une réalité sociale intéressante mais qui n'a pas duré un mois mais dix, et a imprégné les idées.

J'ai été confronté à des débats hyper-violents avec des gens qui nous disaient : « Vous êtes complètement fous ! C'est l'utopie ». Et même avec des révolutionnaires. Je dirais même avec d'anciens révolutionnaires. Mes copains de Marge disaient dans un discours post-féministe : « Vous êtes des défaitistes, vous êtes récupérés, vous êtes embourgeoisés ». Enfin, c'était tout le discours qu'on tient aujourd'hui sur les anciens soixante-huitards.

— M.L. : En Mai 68, tu étais en centrale à Caen.

— J. : En 68 j'étais en prison. J'y étais depuis dix ans. Les journaux étaient censurés. Je n'ai pas vrai-

Jacques Lesage de La Haye était en Mai 68, à Caen, derrière les barreaux. Libéré en octobre de la même année, il jette un regard nouveau sur la société et la prison (cf. *La machine à fabriquer des délinquants*). Aujourd'hui psychologue et professeur à l'université de Paris XII, Jacques Lesage de La Haye nous décrit sa prise de contact avec l'atmosphère de Mai 68 au sortir de la prison. Cet interview a été recueilli par l'émission « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire.

Le comité de rédaction

ment su ce qui se passait. En réalité, on pensait qu'il y avait une révolution et on croyait que les matons allaient nous laisser crever, qu'ils allaient se mettre en grève comme tous les gens dans la société qui se mettaient en grève. Donc, on allait rester enfermés en cellule, sans parler, on n'aurait plus à bouffer.

Mai 68, pour moi, c'était la préparation de la cavale alors que j'étais en fin de peine : j'allais effectuer onze ans et demi, j'avais déjà fait dix ans. Avec des copains, on a envisagé une cavale au cas où les matons nous auraient laissé crever en cellule. Puis on a appris que la révolution était finie. On était très étonné parce que cela n'avait rien changé pour nous. La libération conditionnelle a été repoussée d'un an, ainsi que la remise de peine. En 68, j'étais complètement à côté de la plaque. Je n'ai rien compris à ce que c'était. Je ne pouvais sortir qu'en octobre.

Le problème d'une liberté conditionnelle, c'est que tu sors avant la fin de ta peine, grâce aux examens que j'avais passés : trois mois par ci, trois mois par là. La remise de peine te fait sortir avant la limite théorique du moment, c'est-à-dire le total moins les remises de peine. J'avais quinze ans à ce moment-là. Avec cette liberté conditionnelle je savais en juillet que j'allais sortir au mois d'octobre. Et c'était une liberté conditionnelle considérable en 68 qui me faisait sortir quatre ans et demi avant la fin de la peine.

Je ne suis donc sorti qu'en octobre dans la ville de Caen. Et j'ai compris brusquement ce qu'était 68 parce qu'on a eu droit à un petit feed-back des étudiants. C'était en octobre ou en novembre. Ils ont arraché des pavés, fait des barricades. Ça a duré quelques semaines. Ils ont foutu le feu partout ! Il y avait des inscriptions à la fac du genre : « Baiser ma sœur ». Je n'y comprenais rien, j'étais stupéfait. Je trouvais ça formidable et je me disais : « C'est super ! Ils sont géniaux ! ». Je n'y comprenais pas grand-chose, mais j'ai vu que c'était très violent. J'étais en liberté conditionnelle, je ne suis pas allé aux affrontements parce que je me disais que j'allais me faire embarquer. Donc je regardais tout ça avec enchantement et avec révolte parce que je m'étais rendu compte qu'on m'avait escamoté Mai 68. Personne ne m'avait permis de comprendre ce que c'était !

INTERVIEW

Soixante-huitard...

Là, j'ai commencé à comprendre parce que je voyais les étudiants... Mais vu la parano qui était là mienne, et vu que j'étais en liberté conditionnelle. Je voyais les flics, les gendarmes, le juge, l'assistante sociale, alors j'étais méfiant. Alors je regardais les événements. Je voyais les étudiants, mais je ne comprenais pas pourquoi ils faisaient ça ! Je ne participais pas. Je voyais des inscriptions partout qui me pétaient à la tête, qui me faisaient penser au surréalisme, à Dada, mais je ne comprenais pas. Et j'ai eu beau dire depuis dix-huit ans que j'étais anar, je ne l'étais que viscéralement, j'étais un attardé politique. Je n'ai vraiment commencé à comprendre Mai 68 qu'à partir de 1970-1971, lorsque Geismar a été arrêté, lorsqu'on a créé le Groupe Informations prison, avec Foucault. C'est là que j'ai fait toutes mes prises de conscience politiques. Et c'est là où je me suis laissé embarquer dans un processus où je n'ai plus arrêté de m'engager et de me bagarrer. Avant ça... j'étais dans la survie.

— M.L. : Et l'information en prison ?

— J. : A l'époque, il n'y avait que des revues, des trucs stupides comme *Paris-Match*, *Jours de France*, *Paris Images*, *Radars* ou *Detective* et autres conneries ! Ce qui était grave c'est que dès qu'il y avait des informations sur les événements, toutes les pages étaient enlevées. Je ne savais rien. Seulement des on-dit. Il n'y avait pas de nouveaux détenus parce qu'il s'agissait d'une centrale. Et non pas une maison d'arrêt, où il y a une forte rotation. Et j'étais dans l'ignorance totale. Pour moi c'était la Révolution d'Octobre ou de 1789.

— M.L. : Mais il y avait quand même l'idée ?

— J. : Il y avait l'idée qu'il se passait une révolution. Une révolution dans le sens où je pouvais espérer, mais dont je ne savais pas les idées ni quels étaient les protagonistes.

— M.L. : Ce qui me frappe dans ce que tu dis c'est à quel point la prison peut isoler. On a l'impression qu'en 68 tout a éclaté, et on a du mal à croire que le système carcéral ait gardé des gens enfermés avec ce qui se passait.

— J. : En fait, j'avais participé à deux ou trois petites révoltes. Ce n'étaient pas des mouvements. Ce n'étaient pas les révoltes de 1974, mais elles étaient motivées par des injustices, des scandales, des saloperies. Mais si on avait eu un déclencheur, si on avait eu les informations et l'analyse, c'est évident qu'on aurait bougé dix fois plus. On aurait peut-être fait une révolte comme celle de 1974. Mais là on était bloqué et on a passé à côté. D'ailleurs, on était bloqué parce qu'ils bloquaient tout avec la censure.

En 1967, dans *Paris-Match*, l'affaire d'un taulard quelconque avait été décrite sur deux pages avec photos. C'était censuré. Alors là on le savait, au parloir des copains disaient : « Dans *Paris-Match* de cette semaine il manque les pages 34

et 35, qu'est-ce que c'est ? ».

C'était l'affaire Guérin, l'affaire Joe Hetier. Nous, on le savait sans avoir lu l'article. On le savait par les on-dit et le oui dire. C'était censuré. Et quand il y avait des informations de copains qui étaient dans le milieu qui nous intéressait, c'était censuré. On ne savait rien de ce qui se passait dehors. Le seul moyen pour les copains était le parloir. Allons plus loin. Si on se pose la question : politiquement qu'est-ce qui se passait ? Rien ! Avant 68, il n'y aura jamais rien eu dans les taules. Les mouvements qu'on faisait ne pouvaient être considérés à l'époque comme des mouvements politiques. Même aujourd'hui, il y a quelque chose qui nous le fait dire. C'était descriptivement la révolte avec des meneurs et des moutons, la balance qui se mettait à table, ensuite la sanction au prétoire, on éclatait tous ceux qui avaient mené et exprimé les revendications, on les transférait, on les mettait au mitard, et c'était tout. Il n'était pas possible qu'il y ait des discours, des analyses politiques, pour la bonne raison que nous étions apolitiques.

Il n'y avait pas de journaux, pas de discussions là-dessus. La révolte était viscérale. C'était un peu à cause de cela que dans la foulée de Marcuse, on a commencé à dire que tous les délinquants étaient des révolutionnaires potentiels. On était en train de passer une période avant la politique où notre révolte était inscrite ; et peu à peu avec l'arrivée d'informations et aux premiers échanges avec l'extérieur, on a commencé à avoir une lecture politique des événements.

A ce moment-là, certains taulards, mais très peu : pas plus de 5% sont devenus révolutionnaires marxistes ou libertaires d'une certaine façon. A ce moment-là, on a pu dire qu'il y avait un discours politique. Mais ça a été aussi une grosse planque parce que tous les taulards n'étaient pas devenus des politiques.

— M.L. : Tu étais dans les 5% à l'époque ?

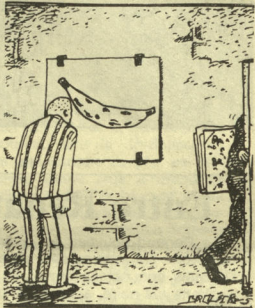
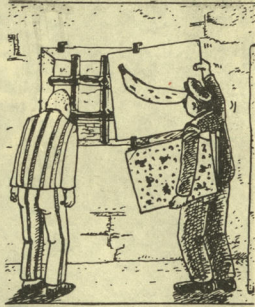
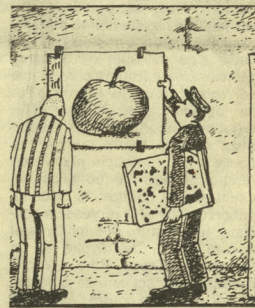
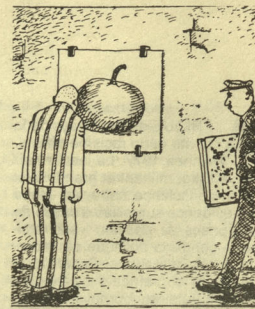
— J. : Jusqu'en 1970-1971, non ! J'ai continué à faire mon travail tranquille (docker, videur de boîte de nuit), mes études de psychologie, à m'occuper de patients psychiatriés et de jeunes délinquants sortant de prison, dans un foyer. Mais je pense que je suis devenu politique à partir du moment où nous avons formé le G.I.P. avec Vidal-Naquet, Defert...

A ce moment-là, j'ai compris les événements de Mai 68 et la répression qui s'est passée après, avec l'arrestation de certains leaders, comme étant des événements clairement politiques. C'est-à-dire une gestion de la Cité par une certaine caste qui faisait que certains étaient sanctionnés parce qu'ils avaient tenté de renverser le système.

— M.L. : C'était une référence au mouvement de 68 ?

— J. : Ah ! Oui ! Là j'ai commencé à penser qu'au G.I.P., on était un groupe spécifique qui visait l'application des idées de 1968 : abolition de la prison. J'ai très vite compris que cela ne suffisait pas. J'ai rejoint le groupe du G.I.A. pour la création du Groupe d'information asile en me disant que ce n'était pas seulement par l'abolition de la prison qu'on allait faire changer le système. J'ai fait toutes mes prises de conscience une par une : j'ai mis longtemps !

Propos recueillis par Marie-Thérèse



Erratum

Les lecteurs auront rectifié eux-mêmes ; dans l'interview d'un militant syndicaliste à propos de Mai 68, notre camarade était délégué C.G.T. à l'Imprimerie municipale de la Ville de Paris, qui éditait un quotidien, « Le Bulletin municipal », qui, à ce titre, n'était pas en grève.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.